

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Le communisme national et les
chances du socialisme

par Roger HAGNAUER

Le refus de libérer l'Est européen

par Robert LOUZON

Psychologie du travail à la chaîne

par René LE BRAS

Chronique de l'Union des Syndicats

par R. GUILLORE

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 413 - Janvier 1957

Le communisme national et les chances du
socialisme

R. HAGNAUER

Parmi nos lettres

Salaires et prix (G. Fontaine). — Le canal
de Suez et le colonialisme (Joseph Djou-
kitch). — Sur Nasser et l'Égypte (J. La-
plaud). — Les Arabes n'auraient rien ob-
tenu si... (A. Parienty).

Notes d'Economie et de Politique

Le refus de libérer l'Est européen. — Le
refus de laisser libre le Proche-Orient. —
Le pape, chef politique de la chrétienté.
— Brentano et Pineau aux ordres. — Der-
niers échos de la criminelle aventure ..

R. LOUZON

Lettre de Tunis

J.-P. FINIDORI

Chronique de l'Union des syndicalistes ..

R. GUILLORE

La conférence de Barton.

Information... dirigée ou mensonge par
omission

A. HEBERT

L'homme de gauche devant la guerre

J. L.

Psychologie du travail à la chaîne

René LE BRAS

Cercle Zimmerwald.

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 1^{er} DECEMBRE. — Violentes explosions à
Nedroma (frontière algéro-marocaine : 25 per-
sonnes tuées.

MARDI 4 DECEMBRE. — L'Assemblée générale de
l'O.N.U. par 54 voix contre 10 et 14 abstentions
demande à la Hongrie de recevoir des observa-
teurs.

MERCREDI 5 DECEMBRE. — Le gouvernement dé-
cide la dissolution des conseils généraux et des
municipalités algériens.

JEUDI 6 DECEMBRE. — Manifestations féminines à
Budapest.

Le Tribunal militaire de Meknès (Maroc) pro-
nonce trois condamnations à mort dans l'affaire
des massacres de Français.

Aux Chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire,
la C.G.T. perd 30 % de ses voix au profit de F.O.

VENDREDI 7 DECEMBRE. — A Budapest les blindés
soviétiques tirent sur les manifestants.

SAMEDI 8 DECEMBRE. — Programme américain d'ai-
de à l'Europe : 1 milliard de dollars d'emprunt.

DIMANCHE 9 DECEMBRE. — Le Conseil central ou-
vrier hongrois décide la grève générale. Le gou-
vernement proclame la loi martiale.

LUNDI 10 DECEMBRE. — Réunion du Conseil Atlan-
tique.

MARDI 11 DECEMBRE. — Nouvelle grève générale à
Budapest.

MERCREDI 12 DECEMBRE. — Manifestations anti-
soviétiques en Pologne, à Szczecin.

L'Assemblée Nationale approuve les accords
franco-allemands par 320 voix contre 216.

JEUDI 13 DECEMBRE. — Par 55 voix contre 8 et 13

abstentions, l'Assemblée Générale de l'O.N.U. con-
damne la politique soviétique en Hongrie.

VENDREDI 14 DECEMBRE. — Admission du Japon
à l'O.N.U.

Réunion du Conseil de l'Europe.

SAMEDI 15 DECEMBRE. — Discours du ministre Ga-
zier à l'Assemblée Générale des syndicats médi-
caux.

DIMANCHE 16 DECEMBRE. — M. Nehru, chef du
gouvernement indien, arrive à Washington.

LUNDI 17 DECEMBRE. — Réunion du Comité Cen-
tral du Parti communiste russe.

SAMEDI 22 DECEMBRE. — Deux centres du nord-
Constantinois harcelés par des bandes rebelles.
L'évacuation de Port-Saïd est achevée.

DIMANCHE 23 DECEMBRE. — Elections au Came-
roun d'une assemblée nationale.

MARDI 25 DECEMBRE. — Rébellion militaire à Su-
matra.

Nombreux attentats dans les villes algériennes :
Constantine, Alger, Blida.

MERCREDI 26 DECEMBRE. — Le Presidium du So-
viet Suprême de l'U.R.S.S. remanie la direction
économique.

Aït Ali, président du Conseil Général d'Algérie,
grièvement blessé par un terroriste.

JEUDI 27 DECEMBRE. — Approbation par le Parle-
ment des traités franco-allemands.

A la Commission administrative de l'U.G.T.T.,
Ahmed Tili est nommé secrétaire général en rem-
placement de Ben Salah.

VENDREDI 28 DECEMBRE. — Assassinat de M. Fro-
ger, président de l'Interfédération des Maires d'Al-
gérie.

SAMEDI 29 DECEMBRE. — Violentes manifestations
françaises à Alger, lors des obsèques de M. Fro-
ger. Plusieurs morts musulmans.

LE COMMUNISME NATIONAL et les chances du socialisme

Nous avons souvent réagi contre le mépris des études historiques qui semble caractériser la jeunesse révolutionnaire, résolue à se libérer du passé.

Il est vrai que les prétentions de la génération installée opposant ses positions acquises et ses partis pris aux ambitions de la génération montante justifient la révolte des cadets contre les traditions et les dogmes que l'Histoire devrait confirmer.

Il n'est pas moins vrai que l'on abuse des « lois historiques » admises comme démontrées à priori pour expliquer et approuver toutes les monstruosité inhumaines.

Cependant ces prétentions et ces abus ne résistent guère à l'objectivité historique — forme supérieure de la probité intellectuelle — et l'Histoire en expliquant les faits présents, non par des causes « logiques ou métaphysiques », mais par l'évolution du passé au présent et surtout par le rythme de cette évolution, peut nous débarrasser des « idées toutes faites » et des « vérités préfabriquées ».

VERIFICATIONS EXPERIMENTALES

Par exemple, a-t-on le droit de débattre encore du socialisme, de ses thèses, ses aspects et ses tendances sans examiner d'abord les expériences vécues depuis près de quarante ans ?

Ce qui ne veut pas dire qu'il faut négliger les doctrines. Il s'agit au contraire de les vérifier. De confronter à chaque étape importante ce qu'ont dit « les meneurs de jeux » et ce qu'ils ont fait. Ce serait grandir démesurément les dictateurs « socialistes » que d'attribuer à leur seule volonté un pouvoir déterminant sur les choses. Mais lorsque Lénine, Staline et Tito parlaient en 1921, en 1939, en 1950, ils voulaient justifier ce **qu'ils projetaient par ce qui était**. A ce titre, leurs déclarations nous intéressent — compte tenu (surtout pour le second) des alibis et des thèmes de propagande.

Dans son grand article « L'impôt alimentaire » de 1921, Lénine voulait justifier le passage du communisme de guerre à la Nouvelle politique économique (la NEP).

Dans son discours du 10 mars 1939 au XVIII^e Congrès du parti communiste de l'U.R.S.S., Staline voulait justifier le renforcement de l'appareil répressif de l'Etat, « **quoique l'exploitation capitaliste n'existât plus en U.R.S.S.** » (sic !).

Nous apprenons aujourd'hui que Tito, dans un discours du 26 juin 1950, a justifié un tournant peut-être décisif dans l'évolution de l'économie et du socialisme yougoslaves.

Un souvenir personnel éclaire cette rétrospective.

Revenant des Etats-Unis en septembre 1950, je rencontrais un ami revenant de Yougoslavie. Nous échangeâmes de rapides « impressions d'ensemble » : « **Difficile de parler du mouvement ouvrier américain, car ce que font nos camarades vaut infiniment mieux que ce qu'ils disent. — Aussi difficile de parler du socialisme yougoslave, car ce que disent nos camarades vaut bien mieux que ce qu'ils font.** »

J'avais souri. J'avais tort. Mon ami avait senti — ce qui est aujourd'hui évident — que le socialisme yougoslave a pris à ce moment-là son caractère original.

LA N.E.P. DE TITO

Tito peut se référer à Lénine. Et le titisme s'apparente en effet à un « léninisme » rajeuni. Ce qui

ne veut pas dire à une doctrine léniniste qui n'a jamais existé que dans les arguments polémiques échangés par les héritiers et les successeurs de Lénine.

Celui-ci, génie intuitif, n'a jamais voulu reviser ou même prolonger Marx. Il a simplement repéré le « moment » de l'action efficace aux points décisifs.

Le communisme de guerre, de 1917 à 1921, appliqué dans un pays ruiné par la guerre étrangère, dissocié par la guerre civile, tendait à mobiliser toutes les ressources et tous les hommes, et à les utiliser **totalemment** dans le minimum de temps, par ordre d'urgence. Il aboutissait à **une centralisation absolue, à la militarisation, aux réquisitions**. La prise du pouvoir politique en apparaissait comme la condition primordiale et comme le principe déterminant.

La NEP tendait au contraire à normaliser la production et la répartition. Elle limitait le secteur « nationalisé », offrait « des concessions » au capitalisme étranger, soumettait les entreprises aux règles d'une gestion rentable, n'imposait aux paysans propriétaires que les contributions indispensables. La NEP ne pouvait réussir que par le consentement volontaire des ouvriers et des paysans, la solidarité internationale concrète, l'cllégement constant de l'appareil d'Etat. Est-ce son échec qui explique le stalinisme ? Est-ce l'omnipotence stalinienne qui a provoqué son échec ? Il n'est pas encore temps de conclure sur ce point.

DU MYTHE DE L'INDUSTRIALISATION HEROIQUE A LA GESTION OUVRIERE

Une étude de M. Ernst Halperin : « La Russie va-t-elle vers le titisme » parue dans « Problèmes du Communisme » septembre-octobre 1956, établit — avec une objectivité suffisante — la signification du tournant titiste.

Quoi que puissent prétendre certains « gobe-mouches », la rupture de 1948 entre la Yougoslavie et l'empire stalinien n'a été provoquée ni par les tendances démocratiques de Tito, ni par une rébellion contre le totalitarisme politique, ni par les « intrigues » occidentales. Tous ces éléments — s'ils ont joué — ne sont apparus « qu'après coup ».

La sécession yougoslave, le « complot » hongrois de Rajk, les grèves dans les camps de concentration, la déstalinisation, les manifestations de Berlin en juin 1953, de Poznan, les initiatives de Gomulka, la révolution hongroise — tous ces événements historiques et tous les mouvements que nous ignorons encore expriment **la double opposition à l'industrialisation « totalitaire » de la Russie et au colonialisme moscovite**.

La Yougoslavie de 1948 était soumise aux servitudes draconiennes conçues pour intégrer définitivement l'économie yougoslave dans l'empire stalinien. Cette répartition des « tâches » selon les besoins impériaux imposait naturellement une étroite coordination entre les différentes « provinces » de l'empire.

Le système stalinien fonctionnait selon une implacable logique. Par priorité, il fallait d'abord tout subordonner aux nécessités stratégiques et à l'organisation militaire du glacis.

A l'intérieur de l'empire, tous les courants commerciaux passaient par Moscou, ce qui interdisait les relations directes entre les satellites. Le czar rouge

asservissait les économies nationales, par le jeu du paiement des réparations, par l'institution de sociétés mixtes dont le capital appartenait pour parts égales à l'Etat soviétique et à l'Etat vassal. Et pour que cette vassalisation soit absolue, Staline liquidait les staliens indigènes pour les remplacer par des agents parachutés de Moscou.

Ce sont là des vérités dont l'évidence longtemps niée ou négligée éclaire le phénomène de déstalinisation (1).

La Yougoslavie ayant conservé son équipe gouvernementale, formée hors des cadres de l'Armée Rouge, a pu s'arracher au système impérial. **Mais alors elle a subi le blocus économique le plus strict en l'Europe orientale.** De 1948 à 1950 — pour maintenir l'autorité du parti — elle demeura soumise au mythe du plan quinquennal, au gigantisme de l'utopie industrialisation, aux projets « héroïques » : assèchement du lac Scutari, construction d'un nouveau Belgrade, réalisation d'un autostrade de 400 kilomètres, édification de barrages, de centrales électriques, d'usines. Avec comme naturel corollaire, la collectivisation de l'agriculture qui — comme en U.R.S.S., comme en Chine — devait assurer à l'industrie de nouveaux contingents de main-d'œuvre, « **nationaliser** » la production agricole, **empêcher la formation d'une classe paysanne, indépendante** (2).

L'échec fut à la hauteur des ambitions. Une production planifiée dont le prix de revient ne comptait pas aboutissait à la pénurie de marchandises. Le ravitaillement basé sur le rationnement aboutissait dans les villes et même dans les villages à la disette, à la rareté de la viande, des matières grasses, même du pain. L'inflation monétaire aboutissait, malgré les artifices gouvernementaux, à la chute verticale du dinar (pour un dollar, 50 dinars au marché officiel ; 700 ou 800 au marché libre et noir).

Beaucoup plus rapidement que la Russie, la Yougoslavie subissait un déséquilibre économique analogue à celui provoqué par le communisme de guerre sous Lénine et par la « superindustrialisation » de Staline.

Mais la rapidité du « renversement des valeurs », la brutalité du tournant de 1950 laissent supposer que le gouvernement titiste avait prévu l'absurdité d'une expérience dont il voulait tirer parti pour justifier son revirement doctrinal.

Ce qui a été condamné en 1950 c'est l'économie planifiée et centralisée, c'est l'autarcie, c'est le centralisme. C'est-à-dire tout ce qui soumettait l'économie à une volonté unique dite socialiste. On est revenu tout simplement à cette notion élémentaire de la rentabilité de l'entreprise, qui doit, sans aucune intervention artificielle, conquérir et garder sa place sur le marché intérieur. Et comme il ne pouvait être question de rendre leurs biens aux capitalistes — d'ailleurs inexistantes ou disparus — on a confié aux ouvriers la responsabilité de la gestion.

Le conseil ouvrier, élu par le personnel de l'entreprise, en vertu de la loi du 28 juin 1950, établit le plan annuel de production, fixe les normes mensuelles, rédige des règlements, surveille l'administration, décide des nominations aux postes de direction, peut même répartir les bénéfices d'exploitation.

LA « LIBRE ENTREPRISE », CONTRAIRE AU MONOPOLE CAPITALISTE, PEUT-ELLE VIVRE EN ETAT SOCIALISTE ?

Il semble donc que l'on ait instauré en Yougoslavie un régime véritablement socialiste, c'est-à-dire **une gestion directe des entreprises par la collectivité des ouvriers et employés.** En principe, ceux-ci sont responsables de la position de l'entreprise sur le marché. Ils participent aux bénéfices et supportent la charge des déficits.

Une telle méthode (3) représente évidemment un progrès réel sur le système stalinien où tout est di-

rigé par une bureaucratie omnipotente. Ce serait même la première grande initiative socialiste du régime. En dépit des théoriciens socialistes qui opposaient dès leurs premières démarches l'organisation de l'économie à l'anarchie capitaliste. Alors que l'on associe encore la libre entreprise et la libre concurrence au capitalisme sans ajouter qu'il s'agit d'une étape du capitalisme depuis longtemps dépassée. C'est-à-dire que l'on juge une personne mûre sur une photo de sa première enfance. La libre concurrence n'a dominé le marché que lorsque les capitalistes appliquaient la loi d'airain des salaires et réduisaient sans résistance les salariés au « minimum vital » — lorsque le contrat de travail demeurait une imposture légalisée, car il n'y avait pas d'équivalence — même relative — entre les contractants, entre le patron et le prolétaire. **Et cette liberté avait pour objectif la conquête du marché, c'est-à-dire le monopole et donc la suppression de la concurrence.**

Le capitalisme d'Etat, demeurant seul propriétaire des entreprises, peut-il accorder aux entreprises un droit de libre gestion, peut-il tolérer ou encourager la libre concurrence des entreprises socialisées, c'est-à-dire accomplir ce que le capitalisme monopolisateur a détruit ?

On répond affirmativement en se basant sur l'exemple yougoslave. Admettons que celui-ci soit tel que Tito l'a défini en son discours de juillet 1950. Ce ne serait pas encore une démonstration irréfutable de la supériorité du socialisme. Il faudrait encore que les entreprises socialisées et l'économie socialiste supportent la comparaison avec le système capitaliste par cinq critères :

- 1) Production plus avantageuse.
- 2) Possibilité plus grande d'adaptation aux progrès techniques.
- 3) Amélioration constante du sort des ouvriers et suppression de tout parasitisme.
- 4) Possibilité d'investissements suffisants dans des services publics « gratuits ».
- 5) Possibilité d'intégration dans l'économie mondiale, de prolongement hors de la nation.

Que ces critères ne soient pas encore favorables au système socialiste fonctionnant dans un pays relativement arriéré, appauvri par la guerre et la colonisation stalinienne, on l'admet facilement et on n'en tire pas argument.

LES CONDITIONS SOCIALISTES DE L'EXPERIENCE

Mais dans le cadre choisi par le gouvernement titiste, pour que le système représente plus qu'un progrès sur le dirigisme totalitaire, une étape dans la voie du socialisme, il faut que cette expérience de gestion autonome des entreprises s'accomplisse dans les conditions les plus favorables.

Il nous suffit, pour formuler celles-ci, de déterminer si les « chances » du capitalisme libéral, lors de la révolution industrielle du XIX^e siècle, sont ac-

(1) Nous reviendrons sur cette question de l'industrialisation des satellites. Nous avons déjà prouvé qu'il ne s'agissait pour Staline — comme auparavant pour Hitler — que de pillage des ressources naturelles et d'utilisation d'une main-d'œuvre servile pour produire ce qui manque à l'U.R.S.S.

(2) La collectivisation forcée est d'abord une opération politique. En Chine aussi. Il est d'ailleurs illogique de socialiser avant d'avoir produit les moyens techniques d'une agriculture industrialisée.

(3) La gestion directe peut être discréditée, lorsque l'entreprise est développée ou contrariée par des interventions arbitraires. Se souvenir de l'expérience des Ateliers Nationaux de 1848, dont le ministre bourgeois Marie voulait tirer la démonstration de l'absurdité des thèses du socialiste Louis Blanc que l'on avait d'ailleurs grossièrement déformées.

cordées à cette forme d'économie socialiste, ce qui ruinerait tout espoir dans un progrès du socialisme.

La tendance au « monopole » est-elle exclue du développement des entreprises, n'est-elle pas favorisée par des interventions arbitraires ? M. Halperin n'en semble pas convaincu.

La classe ouvrière ne peut-elle supporter toute la charge de la libre concurrence ? En d'autres termes, les intérêts ouvriers ne sont-ils pas confondus avec ceux de l'entreprise ? Sans doute les ouvriers interviennent dans l'administration de celle-ci. Mais on ne peut se contenter d'une identification abstraite. Même composé de représentants ouvriers, le comité de gestion, soumis seulement à des élections périodiques, ne peut agir comme un organisme ouvrier. N'est-il pas indispensable qu'en face de lui le syndicat garde la charge permanente des intérêts ouvriers ? La question vaut d'être posée, car elle a fortement préoccupé les syndicats hongrois, avant et après le coup de force « kadariste ».

Enfin — et c'est l'essentiel — l'Etat-proprétaire cumule les pouvoirs de l'Etat et les droits du propriétaire. C'est évidemment normal, à la condition que l'autorité de l'Etat ne confère pas au « propriétaire » des droits exorbitants. **La légalité doit protéger le citoyen et le producteur contre l'arbitraire. Les rapports entre le propriétaire et le gestionnaire doivent s'inscrire en des contrats librement débattus.**

Inutile de préciser que par son caractère même l'Etat yougoslave échappe aux règles statutaires et contractuelles. Son omnipotence ne semble pas diminuée par le tournant de 1950. L'Assemblée nationale — dont l'élection n'est pas assurée par la libre compétition des partis — vient de voter le « plan social » de 1957 qui prévoit une augmentation des salaires dont la « progressivité » consacrera et rehaussera la hiérarchie. L'Etat décide des investissements. Ce qui implique que les comités de gestion ne disposent pas librement des bénéfices des entreprises, que ni par les comités de gestion, ni par les syndicats, les ouvriers ne peuvent agir pour la défense et l'augmentation des salaires.

LE MONOPOLE DU PARTI CONTRAIRE A L'EXPERIENCE SOCIALISTE

Mais, pour contester le caractère socialiste de l'expérience, nous pouvons formuler une objection de principe, beaucoup plus importante.

Si la démocratie ouvrière était réalisée dans l'entreprise, les servitudes étatistes et dirigistes — si lourdes qu'elles fussent — ne seraient que des survivances, maintenues à titre exceptionnel et provisoire.

Mais si cette « démocratisation » des entreprises ressemble à celle du régime soviétique, instaurée par Staline lui-même, elle n'a pas d'autre signification que celle d'une couche de peinture fraîche sur la façade d'un monument intact. Elle représentera un assouplissement du système et non son antithèse.

Il n'y a pas de démocratie, lorsque les élections ne sont pas précédées par la liberté des candidatures, la libre confrontation des programmes, lorsque le choix des électeurs reste strictement limité. Pas de démocratie, sous le régime du parti unique, avec liste unique de candidats. Pas de démocratie, lorsque dans l'entreprise, comme dans les assemblées législatives, un groupe fortement discipliné, jouissant d'un monopole exclusif, influence souverainement les électeurs et les élus. Qu'importe même que le directeur de l'entreprise soit élu par le personnel, si le choix préalable dépend d'un parti qui dispose, hors de l'entreprise, de tous les pouvoirs législatifs, exécutifs et répressifs (4).

Or, c'est bien sur les 600.000 membres de la Ligue des Communistes encadrant les 7 millions de membres de la Ligue des travailleurs socialistes que s'appuie Tito pour gouverner. Et rien ne prouve qu'au

sein de cette phalange, le culte de la personnalité soit aboli. L'iconographie officielle en Yougoslavie multiplie les images du chef dont le nom s'inscrit en lettres monumentales sur le plus haut sommet du pays.

Tito se réclame de Marx et de Lénine qui ont prévu le dépérissement de l'Etat, lorsque les conditions du socialisme seront réalisées. Mais il ne s'agissait pas des pouvoirs économiques de l'Etat — qui ne semblent avoir été prévus, ni par l'un, ni par l'autre, comme moyens du socialisme (5). Il s'agissait des forces de coercition de l'Etat, qui devaient s'affaiblir et disparaître, lorsque la lutte des classes aurait atteint son terme. Or, le socialisme de Tito dépend d'un Etat militaire et policier, soumis à un parti unique dont les membres et surtout les chefs ne peuvent subsister que parce qu'ils représentent l'Etat.

Tant que cette omnipotence d'un parti et d'un chef ne disparaîtra pas, le titisme ne représentera pour nous que la révolte d'un « parti national » contre un Etat impérial — qu'une adaptation du « socialisme » totalitaire aux nécessités d'une économie normalisée. C'est dans une tout autre direction que nous chercherons l'orientation du socialisme ouvrier.

MISERE YOUGOSLAVE PERSISTANTE

Ceux qui reviennent de Yougoslavie et qui ne se laissent pas abuser par le luxe des hôtels destinés aux touristes étrangers sont frappés par la misère des habitants. « Même dans la population la plus misérable d'Afrique du Nord, je n'ai jamais vu des vêtements aussi loqueteux, me dit un ami algérien. En Bulgarie, où la misère est terrible également, on ne voit pas de gens aussi lamentablement vêtus qu'en Yougoslavie. »

Pour être juste, on ne doit pas oublier que la Yougoslavie a subi pendant la guerre des pertes plus lourdes que celles de tout autre pays d'Europe : pertes en vies humaines 10,8 % de la population, et 10,2 % de survivants des camps de prisonniers, des camps de déportation, des convois de travailleurs forcés, etc. Les pertes matérielles ont été évaluées à 9.100 millions de dollars, soit 17 % des pertes subies par les pays alliés. Les industries métallurgiques, chimiques et textiles ont été réduites à moins de 50 pour cent de leurs installations.

Cependant l'Allemagne de l'Ouest — terriblement ravagée en la dernière année de guerre — offre aux visiteurs le spectacle de villes reconstruites, d'industries mieux équipées qu'en 1939, d'une circulation automobile au moins aussi dense qu'en France.

En dix années de « socialisme » stalinien ou titiste, la Yougoslavie où la production industrielle a atteint (selon les statistiques officielles) 166 % de celle d'avant-guerre, souffre d'une agriculture déficitaire, d'une consommation moins que médiocre, de logements insuffisants.

Ce ne sont pas là des critiques d'ennemis du régime. Ce sont des constatations et des conclusions qui transparaissent dans les plus récents documents officiels : le discours de Tito, le discours sur la politique économique prononcé le 7 décembre 1956 devant l'Assemblée nationale par Edouard Kardelj, la résolution votée par l'Assemblée.

(4) Des logiciens ont diffusé l'idée d'une représentation de la classe ouvrière par un seul parti. Marx a dit que les communistes ne formaient pas un parti distinct de la classe ouvrière. Ce qui veut dire qu'ils adhèrent au seul parti de classe, soit les syndicats. Aucun parti basé sur une communauté d'opinions ne peut seul représenter la classe ouvrière.

(5) Marx a déjà opposé l'Etat — superstructure — à la société civile.

C'est d'abord une inquiétude grandissante quant à la situation de l'agriculture. La Yougoslavie a dû importer en 1955, 1.700.000 tonnes de blé et 400.000 tonnes de maïs. Lorsque dans un pays les paysans forment 56 % de la population, un tel déficit ne s'explique pas par une mauvaise récolte.

L'assemblée nationale constate : **le retard dans la production agricole qui, s'il se prolongeait, restreindrait les possibilités d'amélioration du standing de vie et aggraverait encore les difficultés de ravitaillement de la population et celles de la balance commerciale du pays.**

L'assemblée réclame « **une politique des investissements qui sera orientée plus que par le passé, vers l'agriculture, les transports, la construction de logements, la reconstruction et la rationalisation** ». C'est reconnaître la disproportion (le terme est de Kardelj) déjà signalée dans l'industrialisation de la Yougoslavie. Il faut noter, d'autre part, que 20 % du revenu national sont consacrés à la défense.

CONFIRMATION OFFICIELLE DE L'EXPERIENCE SOCIALISTE

Deux objectifs paraissent — outre l'amélioration de la consommation — orienter les plans des gouvernants yougoslaves.

D'abord la nécessité d'augmenter la productivité du travail. On parle de rationalisation et d'un système de salaires stimulant la productivité. Ce sont là des mots magiques que nous avons déjà entendus ici et qui ne lèvent pas en nous des images favorables.

Ensuite, la nécessité de développer les exportations de produits industriels et agricoles (avec la restriction pour ceux-ci des besoins du marché intérieur), afin de diminuer le lourd déficit de la balance commerciale.

Cette situation que d'aucuns jugent catastrophique, que l'on peut au moins juger inquiétante, résulte-t-elle de l'expérience de « gestion ouvrière » décidée en 1950 ?

On l'a dit ici. Et l'on a même invoqué l'incompétence d'une main-d'œuvre recrutée surtout, en ces dernières années, dans les régions les plus arriérées du pays.

Non seulement Tito et Kardelj ne reprennent pas ces « alibis » à leur compte, mais celui-ci au contraire indique comme élément défavorable : les entraves au fonctionnement des conseils ouvriers et des communes (administrées selon les mêmes normes de représentation que les conseils). « **La base matérielle actuelle de l'activité autonome des conseils ouvriers et des communes, dit-il, reste encore très étroite. Nous prenons aux entreprises et aux communes une si grande partie de leurs moyens, que les entreprises sont souvent condamnées à stagner, et les communes paralysées dans leurs efforts pour améliorer la productivité du travail, perfectionner les cadres et assurer le standing social minimum (écoles, hôpitaux, etc.). Pendant des années, on a pris ou bloqué des parts très importantes des fonds d'amortissement (à un certain moment même tout le capital de ces fonds).** »

Kardelj ne manque pas d'ajouter que ces mesures étaient nécessaires pour assurer l'indépendance du pays. Mais ce qu'il dit de la situation yougoslave confirme nos objections, justifie les critiques de Djilas, prouve le mécontentement ouvrier. Et ce qu'il dit de l'affaire hongroise, en établissant le caractère populaire, spontané de la révolte, n'a pas d'autre but que de maintenir les thèses titistes de 1950 opposées au bureaucratisme stalinien.

Malheureusement cette salutaire opposition ne suffit pas pour résoudre le problème essentiel, c'est-à-dire le monopole du parti unique. C'est peut-être en examinant de plus près la politique internationale de la Yougoslavie que l'on comprendra mieux la con-

comitance d'un Etat encore totalitaire et d'une expérience boiteuse de « démocratie ouvrière ».

LA YOUGOSLAVIE PUISSANCE DANUBIENNE

La politique yougoslave ne s'explique pas si l'on ne tient pas compte de sa situation géographique. Celle-ci l'intègre dans le bloc des pays dépendant principalement du Danube.

Il s'agit là d'un problème que nous exposerons plus largement. Cette grande voie qui unit le bassin du Rhin à la mer Noire, c'est-à-dire l'Europe industrielle à l'Europe agricole du Sud-Est, à la Russie et au Proche-Orient, porte témoignage d'un effort de progrès pacifique toujours contrarié par les exigences nationalistes et les conflits impérialistes.

L'évolution du Danube — route des invasions et des croisades — internationalisé en 1815, fleuve « autrichien » jusqu'en 1914, puis dominé par les vainqueurs de 1918, soumis à l'Allemagne hitlérienne, contrôlé enfin par la Russie stalinienne, reste quent à son aménagement, ses fonctions naturelles et artificielles, la liberté de la navigation sur ses flots, une des réalités dominantes de l'Europe.

La Yougoslavie occupe une position éminente sur son cours. En effet, des accidents géographiques ayant compartimenté le fleuve en quatre bassins séparés par des étranglements, elle occupe l'un de ses bassins et par sa situation au seuil du défilé des Portes de fer, elle s'interpose entre le Danube maritime que l'U.R.S.S. contrôle directement ou indirectement et la Hongrie en amont de laquelle le Danube par l'Autriche va vers l'Allemagne occidentale.

Hitler par la pression économique, de 1937 à la guerre, par ses victoires de 1941 avait chassé l'Occident des vallées danubiennes. **Staline a voulu prendre sa place, en créant une commission danubienne où les Etats riverains ses vassaux lui assuraient la prépondérance.**

Jusqu'en 1948 la Yougoslavie avait joué le jeu stalinien, s'opposant âprement à tous les projets des nations occidentales, d'ailleurs désarmées depuis les concessions capitales accordées par les Etats-Unis à Staline. En 1945, on avait accepté que l'U.R.S.S. occupât la rive gauche du Danube jusqu'à la frontière allemande, ce qui coupa la Tchécoslovaquie de la zone américaine d'Autriche. En 1946, sans contrepartie, les Etats-Unis restituaient aux Etats danubiens les 600 bateaux réquisitionnés lors de la capitulation allemande.

Pour mesurer les reculs de l'Occident devant Hitler, puis devant Staline, il suffit de préciser qu'en 1929, la part des nations occidentales dans le trafic danubien atteignait 87 % et leur contribution au paiement des taxes : 72 %.

SIMPLIFICATIONS ABUSIVES

On parlait beaucoup, au temps de « notre jeunesse », du vil empire austro-hongrois où les descendants de Charles-Quint opprimaient les peuples slaves.

On parlait beaucoup, pendant l'entre-deux-guerres, des pays danubiens et balkaniques classés dans « l'Europe du cheval de trait », soumis encore à un régime féodal et appelés à subir la domination des peuples industriels de l'Europe du cheval-vapeur.

C'étaient encore des simplifications et des généralisations abusives.

En fait, si l'Autriche-Hongrie était un anachronisme politique, elle correspondait à une unité économique, naturelle, axée sur le Danube. Les vainqueurs de 1918 — la France et l'Angleterre — se sont révélés incapables de réaliser sous une forme fédérale cette union danubienne imposée par la monarchie bicéphale.

Quant aux pays balkaniques, avant 1914, ils comptaient leurs achats de produits manufacturés en

Allemagne et en Autriche par leurs ventes de produits agricoles à l'Europe occidentale.

Seule, la Serbie, noyau de l'actuelle Yougoslavie, ne disposant ni d'accès à la mer ni de la libre circulation sur le Danube, handicapés par la médiocrité de ses voies terrestres et fluviales, souffrait d'une balance déficitaire. Elle exportait deux fois plus de marchandises en Europe centrale qu'en Europe occidentale. Et pour la réduire, l'Autriche-Hongrie lui imposait de lourds tarifs douaniers. On a dit de l'attentat de Sarajevo, qui, perpétré par des patriotes serbes, tua l'archiduc héritier d'Autriche et sa femme, qu'il ne fut que le prétexte du déclenchement de 1914. Il traduisait aussi l'acuité d'un conflit presque irréductible.

Mais si la Roumanie, la Bulgarie et la Yougoslavie demeurèrent des pays essentiellement agricoles, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Hongrie avaient déjà manifesté une grande capacité industrielle. D'autre part, sauf en Hongrie, la réforme agraire fut entreprise, sinon totalement accomplie, dans les pays danubiens et balkaniques. Le rendement par hectare y demeura faible (la moitié de celui d'Occident, en moyenne). Ce qui maintint dans les campagnes une main-d'œuvre excédentaire que l'on n'aurait pu d'ailleurs employer dans les villes. En Tchécoslovaquie, le protectionnisme agricole, imposé par le parti agrarien, se révéla préjudiciable au développement industriel.

DE L'EMPIRE HITLERIEN A L'EMPIRE STALINIEN

Mais si l'on accepte sans contrôle des idées générales basées sur une simplification préalable, on se garde bien de tirer des conclusions générales d'observations et d'expériences contrôlées et vérifiées, avec un recul suffisant pour l'étude objective. Ce serait cependant la tâche primordiale de marxistes fidèles à l'enseignement du maître.

Jusqu'en 1929, les rapports commerciaux entre l'Allemagne et les pays du Centre et du Sud-Est européen s'expliquaient par le jeu normal des lois économiques. Entre l'Europe du cheval-vapeur et l'Europe du cheval de trait, les échanges étaient de même nature que ceux du XIX^e siècle entre la métropole britannique et les pays colonisés ou protégés, et évoluaient, selon le degré d'industrialisation des pays fournisseurs.

Ce fut la grande crise mondiale de 1929-1930 qui, en « gelant les capitaux américains », provoqua d'abord la victoire hitlérienne en Allemagne, ensuite l'expansionnisme hitlérien dans les pays danubiens et balkaniques. Les victoires militaires d'Hitler parachèverent le processus en intégrant les territoires conquis (soit toute l'Europe centrale et méridionale à l'exclusion de la Turquie) dans un système économique soumis à une volonté politique dominante.

C'est l'intervention de l'U.R.S.S. aux bouches du Danube et ses intentions sur les Détroits et le Bosphore (les traités secrets conclus avant 1917 donnaient déjà Constantinople à la Russie) qui provoquèrent le conflit germano-soviétique de 1941.

C'est la victoire militaire de Staline confirmée par les abandons américains qui permit au monstre de Moscou de prendre la place de son ex-complice le monstre de Berlin et de réaliser à son tour un empire fermé et expansionniste.

L'exemple yougoslave suffit non pour établir mais pour illustrer cette thèse que tout confirme — étant bien entendu qu'il s'agit de déceler des tendances fondamentales qui ne sont pas toujours et partout victorieuses.

En 1933, la part de l'Allemagne dans le commerce extérieur de la Yougoslavie atteignait 13,3 %, ce qui était normal (le rapport entre les valeurs des importations et des exportations étant d'ailleurs supérieur à 4 1/2 — le maximum des importations atteint en 1931 : 19,3 % du total).

Or, en 1933 — avant la reprise mondiale — le

commerce extérieur global de la Yougoslavie était tombé de 273 millions de dollars-or en 1929 à 85, pour se relever à 155 en 1937.

En 1937 la part de l'Allemagne atteignait 32,4 pour cent des importations en Yougoslavie et 21,7 pour cent des exportations — ce qui signifie en valeur absolue une augmentation d'environ 1 à 4. Echanges réalisés à des prix artificiels (prix supérieurs à ceux du marché mondial — cours du mark supérieur à sa vraie valeur). La pratique du « clearing » plaçait d'ailleurs les États agricoles dans la position de « créanciers aux bois » devant un débiteur puissant aux décisions arbitraires.

TOTALITARISME POLITIQUE CONTRE REALITES ECONOMIQUES

Quand on veut établir l'analogie entre l'hitlérisme et le stalinisme, on insiste surtout sur l'aspect policier, dramatique des deux systèmes. Il est alors facile — sinon honnête — de polémiser sur les méthodes de « mise en scène ». Bien au contraire, les réalités économiques et sociales ne peuvent être utilisées pour les besoins de la cause.

L'évolution danubienne et particulièrement l'exemple yougoslave permettent de saisir les analogies fondamentales.

La colonisation stalinienne comme l'hitlérienne tend bien à réaliser un empire à la fois fermé et expansionniste, par la force militaire, la soumission politique, les contraintes artificielles des prix fixés par les maîtres du jeu, la spécialisation économique de chaque province de l'empire.

Pour juger le système, ce ne sont pas les résultats fragmentaires qui comptent, ce sont les manifestations de la volonté dominante. Enumérons-en quelques-uns :

1) **L'industrialisation de la Yougoslavie devait être menée ou contrariée selon les intérêts de Moscou. De 1945 à 1948, croissance anormale de l'industrie lourde. Après la scission de 1948, les titistes reprochèrent aux staliniens de vouloir bloquer l'industrialisation yougoslave, c'est-à-dire de reprendre tout simplement l'idée hitlérienne de spécialisation agricole des colonies danubiennes.**

2) **La balance commerciale de la Yougoslavie a toujours été déficitaire. Après 1948 Staline voulut supprimer purement et simplement toutes les relations économiques avec le satellite rebelle. Et voici les résultats obtenus :**

En 1947, la Yougoslavie reçoit du bloc soviétique 51,8 % de ses importations et lui expédie 49,1 % de ses exportations (6).

En 1948, les quotes-parts sont encore respectivement de 43,3 % et de 49,6 %.

Pour le premier trimestre de 1949 : 26,15 et 23,8 %.

Pour le deuxième trimestre de 1949 : 14,8 et 22,2 %.

Pour le troisième trimestre de 1949 : 3,2 et 7,7 pour cent.

Ces données numériques citées par Tito en 1950 peuvent être contestées. Ce qui n'est pas contestable, c'est le blocus de la Yougoslavie, la condamnation à l'asphyxie et à l'étouffement (7).

3) **Le procès ouvert en 1949 en Hongrie contre Rajk a confirmé l'interdiction stalinienne de tout accord direct entre la Yougoslavie et la Hongrie.**

(6) Cf. Les satellites européens de Staline, de Ygaël Gluckstein (paru en 1951).

(7) On sait que Staline a voulu orienter exclusivement le commerce des satellites vers Moscou. De 1938 à 1948, les importations de l'U.R.S.S. vers les satellites passent de 7 à 169 millions de dollars, et les exportations vers l'U.R.S.S. de 14 à 128 (2.314 % et 814 % d'augmentation).

4) La commission danubienne que la Yougoslavie avait contribué à constituer par l'élimination des Occidentaux, devient de 1948 à 1953 une machine soumise totalement à la Russie qui en profita pour entraver dans la mesure du possible la navigation yougoslave, hors de son secteur, ce qui était naturellement préjudiciable aux autres satellites comme la Hongrie et la Roumanie.

Mais celle-ci, même pendant la fameuse détente, en 1954, ne dut-elle pas interrompre brutalement, sur l'ordre de Moscou, la construction du canal du Danube à la mer, pour laquelle elle avait édifié de véritables cités industrielles.

LE REBELLE A LA TABLE FAMILIALE

Car il y eut la détente.

Si de 1948 à 1953, Tito rebelle et proscrit, ne dut son salut qu'aux produits et crédits occidentaux et aux dons américains, depuis 1953, sans rentrer au bercail, il a repris place à la table familiale.

D'abord à la Commission du Danube, où la Yougoslavie a obtenu une place prépondérante. En fait, il s'agit d'une nouvelle orientation de la politique de Moscou, et non d'un simple règlement post-mortem des haines de Staline.

Est-ce le tournant politique qui a provoqué les nouvelles tendances économiques ? Ou au contraire les revendications économiques des peuples vassalisés n'ont-elles pas imposé le tournant ? Ce serait à examiner. Mais depuis 1953 le Danube, voie vers l'Autriche et l'Allemagne, a retrouvé une partie de son trafic d'avant-guerre. Or, nous avons déjà constaté que la Yougoslavie tient sur ses rives une place prépondérante.

On a donc subi et même choyé le rebelle, qui a voulu évidemment profiter de la concurrence Est-Ouest pour conclure d'avantageux accords financiers et commerciaux, aussi bien avec l'Autriche, l'Allemagne fédérale, l'Angleterre, la France qu'avec la Hongrie, la Pologne, la Roumanie. Afin de maintenir l'équilibre, il a obtenu de l'U.R.S.S. des crédits apparemment équivalents à ceux des Etats-Unis... plus avantageux même, dit la presse post-stalinienne officielle.

Que se passe-t-il aujourd'hui ? Tout semble se gâter. Les doctrines se heurtent. Khrouchtchev revient à ses vomissements staliniens. Tito allonge son réquisitoire contre la politique sociale de Staline... Sans doute la révolution hongroise explique-t-elle ce revirement. Mais en partie seulement. Nous retrouvons là l'opposition constante entre le jeu naturel des lois économiques et l'intervention artificielle de l'étatisme autoritaire et totalitaire.

Economiquement, la Yougoslavie, si elle ne veut ou ne peut s'évader du complexe polono-balkano-danubien doit se tourner vers la Pologne et la Hongrie qui peuvent ou lui fournir le charbon dont elle a besoin, ou lui apporter les moyens d'exploitation de ses richesses naturelles. Mais le titisme politique a des exigences. Il lui faut des fournisseurs et clients sûrs dont les gouvernements puissent diriger l'économie, sans être totalement soumis à Moscou. Gomulka et Kadar représentent exactement le type de partenaires désirés.

Kadar mieux que Nagy, trop perméable à des influences hétérogènes, trop attentif peut-être aux revendications ouvrières et paysannes. Mais il ne faut pas que l'intervention russe fasse de Kadar un simple Quisling...

Economiquement l'U.R.S.S. aujourd'hui peut supporter — pas cussi brillamment qu'on le prétend — la compétition internationale. Politiquement, l'empire ne peut laisser son « glacis » se détériorer, ses positions stratégiques ébranlées — et si des économies relativement indépendantes se réalisaient dans son sein, c'est la fin du monopole et des privilèges de la caste totalitaire.

D'où un avertissement qui a le caractère d'une

rapture. Et si l'on n'use pas de rouerie diplomatique, c'est parce que les antagonistes, « nourris dans le même sérail », parlent le même langage. Même si Tito n'envisage pas sérieusement de grouper sous sa direction un bloc danubien, il faut — parce qu'il est Tito — lui parler sur le ton de Staline, même si l'on ne peut être Staline.

CAPITAUX SOCIALISTES ET... CAPITALISTES

Quelle place le socialisme occupe-t-il en toute cette affaire ? Aucune... Pas plus le socialisme autoritaire que le socialisme libertaire. Car il ne s'agit pas d'expropriation d'une classe privilégiée, pas plus que de gestion ouvrière, ou d'aspirations internationalistes. Ce qui s'oppose ici ce sont tout simplement deux pouvoirs politiques, l'un national, l'autre impérial.

On peut choisir le « moindre mal »... le régime qui favorise le mieux un mouvement ouvrier.

Choix d'une position... non d'une des deux armées.

Si nous nous accrochons à cette conclusion, c'est parce que l'équivoque persiste. Au cours de la réunion de l'Union des Syndicalistes, où Paul Barton nous éclaira sur la révolte ouvrière dans l'empire post-stalinien... un camarade, certainement hostile à Moscou, lança cette sentence : « On ne peut approuver l'intervention soviétique. Cependant, il faut bien admettre la nécessité de réagir contre les crédits américains qui sont fournis pour empêcher la construction du socialisme. »

Surtout, ne manquez pas de prononcer la formule d'exorcisme... Vade retro ou Go home... contre le malin tentateur yankee... avec les trémolos convenables, les regards et la moue buccale du monsieur « à qui on ne la fait pas... qui sait de quoi il retourne ».

Evidemment l'Angleterre travailliste a largement bénéficié des dons américains, alors qu'elle engageait une politique de nationalisations. Sans doute la « cogestion » des usines allemandes n'a pas — au contraire — ralenti le débit du robinet Marshall. Mais ces Anglais et ces Allemands ! Ça, des socialistes ?... Des clergymen et des doktors...

Parlez-moi d'un socialisme représenté par un maréchal dont les décorations palpitent sur l'uniforme. C'est outreman solide et musclé.

Soit, parlons-en.

Votre socialisme... est-ce la liquidation de la féodalité terrienne ? Celle-ci commença en 1877, lorsque les grands propriétaires ottomans s'enfuirent d'une Serbie indépendante.

Est-ce l'expropriation des capitalistes ? En Yougoslavie, avant la guerre, le capital étranger contrôlait 90 % de l'industrie métallurgique, 77,9 % de l'industrie minière. Pendant la domination hitlérienne, les capitaux germaniques remplacèrent les capitaux français et anglais. Ce fut plus une confiscation comme butin de guerre qu'une expropriation socialiste.

Est-ce la nationalisation ? L'Etat yougoslave possédait avant la guerre les chemins de fer et les réseaux téléphoniques, 25 % et 90 % de la production de charbon et de minerai de fer, toutes les manufactures de tabac, de sel et de soie, contrôlait toute l'industrie sidérurgique et participait aux industries de la cellulose et du sucre.

L'aide américaine serait capitaliste ? L'aide soviétique, socialiste ?

L'U.R.S.S. vient d'ouvrir à la Yougoslavie un crédit de 54 millions de dollars pour l'achat en U.R.S.S. de matières premières (pétrole, coke, engrais, etc.), et un crédit de 30 millions de dollars pour l'accroissement des réserves monétaires. Intérêt minime : 2 % ; les crédits sont accordés pour 10 ans. C'est évidemment avantageux, pour un gouvernement qui veut établir des plans à longue échéance cela suppose cependant une confiance réciproque. Or la Yougoslavie est payée pour savoir que les contrats n'ont pas grande valeur pour l'U.R.S.S.

Les Etats-Unis ont accordé pour 231 millions de

dollars de crédits à la Yougoslavie de 1950 à 1953, ce qui a permis à celle-ci de vivre tout simplement, malgré de mauvaises récoltes et malgré la brusque rupture des liens commerciaux fondamentaux avec l'Europe orientale.

Selon la procédure instaurée, lors du plan Marshall, la contre-partie en monnaie nationale de la vente aux entreprises nationalisées et aux particuliers des produits américains est versée dans une caisse spéciale. Les fonds débouqués doivent être utilisés exclusivement dans le pays, sur accord entre les deux gouvernements. Il semble que le gouvernement de Tito n'ait pas encore utilisé cette faculté, sinon pour des sommes très faibles. « L'aide militaire » reste hors de ces opérations.

Convenons volontiers que les crédits américains ne sont pas accordés pour réaliser le socialisme. Mais, si celui-ci dépend de l'industrialisation, tout ce qui favorise celle-ci prépare l'édification socialiste. Qu'on ne s'y trompe pas. Le déblocage ne dépend nullement de conditions politiques. La discussion ne porte que sur l'efficacité économique des investissements.

C'est là que nous entrons dans le débat essentiel. Le socialisme est naturellement lié au développement de la capacité ouvrière, et non au renforcement d'un gouvernement et au maintien d'une administration d'Etat, dits socialistes. Pour que l'expérience de gestion autonome des entreprises puisse réussir, il faut un marché normal, des matières premières, un équipement industriel et des débouchés.

Depuis 1918, la Yougoslavie (et avant 1914 la Serbie) subit un déficit constant de sa balance commerciale et ne vit que par l'aide extérieure. Son industrialisation progressive liée au développement de coopératives agricoles et à l'exploitation de ses sources d'énergie n'a été entravée que par les impérialismes successifs qui l'ont asservie... et aussi par la volonté réactionnaire et les prétentions à l'hégémonie de ses gouvernants.

Ce qui reste impensable, c'est qu'elle puisse vivre en économie fermée. On peut souhaiter que se réalise une fédération danubienne et balkanique. Mais il faudrait libérer les bassins danubiens du totalitarisme moscovite. Seul persiste aujourd'hui l'espoir d'un accord avec la Pologne.

La Yougoslavie peut au contraire immédiatement jouer avec l'Autriche le rôle d'une plaque tournante entre l'Occident et le Levant. Intégrée dans l'Europe occidentale, bénéficiant de l'aide américaine, elle est bien placée pour toucher le Proche-Orient par la Grèce et la Turquie.

C'est dans cette double direction qu'elle devrait s'orienter ; et par le rayonnement d'expériences ouvrières efficaces, elle porterait ainsi aux monopoles capitalistes et au monopole totalitaire post-stalinien des coups beaucoup plus meurtriers que par des manifestations de propagande et le prestige d'un parti militarisé.

Roger HAGNAUER.

Parmi nos

LETTRES

Salaires et prix

De G. FONTAINE, du Rhône, cette lettre adressée à Guilloire :

Félicitations pour ta mise au point en réponse à Louzon. C'est sur ce terrain que devrait porter en ce moment l'essentiel des discussions concernant l'établissement d'une politique ouvrière dans la mesure évidemment où ce mot a encore un sens. Il ne suffit pas d'avoir les pieds par terre comme disent les Anglais, il faut savoir aussi parfois les mettre dans le plat. Il faut sortir des vains bavardages littéraires, politiques ou métaphysiques. Il faut nous colleter avec le réel. Ton article en est un exemple.

Et le réel est facile à déceler pour qui veut s'en donner la peine. L'économie n'est plus libre. Les mots prix, salaire, vente, achat, monnaie, etc., n'ont plus de sens, en tout cas plus le même sens. Toutes les valeurs économiques sont artificielles. Certes, les lois économiques fondamentales concernant la valeur des produits, les échanges, la distribution ne peuvent être violées impunément : les colonialistes d'Orient et d'Occident en font en ce moment la douloureuse expérience.

Il n'en reste pas moins que la classe ouvrière style Charte d'Amiens et Révolution prolétarienne ne doit pas se comporter comme un rassemblement gaulliste ou poujadiste ou comme une fédération d'exploitants agricoles. Au-dessus de la défense de ses intérêts immédiats qui, certes, doivent être défendus, elle devrait s'atteler à l'établissement d'un programme de gestion économique et social de la production et de la distribution au bénéfice égal de tous, producteurs et consommateurs, gestion qui respecterait et mettrait en œuvre les principes d'égalité et les libertés individuelles.

Et pour cela, j'estime que des questions dans le genre de celle prise par Louzon, suivie par ta réponse, devraient faire l'objet d'enquêtes et de discussions approfondies, dans nos revues, dans nos journaux, dans nos cercles. C'est sur le terrain de l'économie que ceux qui prétendent inspirer et guider le monde ouvrier doivent tout d'abord se mettre d'accord.

Et les questions brûlantes ne manquent pas qui

nécessitent des discussions et des prises de position immédiates. En voici quelques-unes que je cite au hasard.

Sur le salaire direct. — Je lis dans une revue que chez Renault les salaires indirects se sont élevés à plus de onze milliards, ce qui représente plus de 30 % des salaires totaux. Avec des proportions diverses, il en est de même dans toutes les entreprises, secteurs privé et public. Le salaire social détaché du travail, du rendement, doit-il remplacer le salaire direct rattaché à la profession ? C'est une alternative qui engage quelque peu, je crois, l'avenir du monde.

Création d'emplois par les investissements. En bref, actuellement, il y a entente pour que les investissements ne comportent ni diminution de prix, ni diminution des profits et des salaires. Dans ces conditions, on ne peut que déplacer les emplois. Si les fonds proviennent de crédits inflationnistes, on peut démarrer et créer des emplois mais tôt ou tard c'est la crise et il faut payer ; c'est le chômage et l'austérité pour ceux d'en bas.

Sur l'autarcie (nationalisme économique). — L'autarcie a été une catastrophe pour les nations européennes. Les politiques protectionnistes ont tué l'Europe. Même l'Angleterre, attachée comme un boulet à son empire, est en train de succomber. Là aussi, le monde ouvrier n'a pas compris ses intérêts, et ses militants ont adhéré aux thèses nationales. Aujourd'hui encore, c'est bien timidement et comme à regret qu'ils prêtent une attention au projet Etats-Unis d'Europe. Nos petites revues se passionnent pour le triomphe du nationalisme arabe, pour la victoire d'un colonel égyptien. Ils ne savent pas que tout cela s'accomplit aux dépens de leur niveau de vie.

Sur la rationalisation, l'automatisation (progrès technique). — Tout progrès technique doit aboutir à une augmentation de la production, donc à une augmentation des échanges, donc, en fin de compte, à une augmentation du niveau de vie. Pour tous, si la classe ouvrière veille à ce que le progrès technique s'applique aux secteurs qui concernent son bien-être. Mais pour que tout cela se passe ainsi dans la meilleure des hypothèses, il faut encore que tous les bénéfices réalisés soient en majeure partie affectés à la baisse des prix (sens absolu du mot), sinon seuls les privilégiés, parmi lesquels certains salariés, en profitent, et l'économie générale n'en tire aucun bénéfice. Il y a déplacement des revenus, mais non augmentation des revenus. Les salariés se doutent-ils qu'en acceptant le partage des profits, ils se comportent en pires capitalistes ?

Le canal de Suez et le colonialisme

De Joseph DJOUKITCH :

L'expropriation ou la nationalisation du canal de Suez par Nasser a trouvé ici même l'approbation au nom de l'anticolonialisme : « Le canal de Suez est la propriété (privée) de l'Égypte parce que érigé sur le sol égyptien », tel est l'argument massue.

Supposons que les usagers du canal se résignent devant l'obstruction égyptienne à reprendre la vieille route du Cap de Bonne-Espérance et renoncent au canal de Suez. Que ferait l'Égypte de « son » canal ainsi « libéré » des colonialistes ? Elle ferait comme ce ramoneur qui « pour se mettre à son compte » fit construire dans sa cour, « sur son sol », une belle cheminée... Nasser verrait alors que le canal de Suez ne produit rien par le sol qu'il couvre mais par la navigation universelle. Le sol ne confère au canal aucune valeur productive sans la navigation. C'est plutôt cette dernière qui confère une plus-value foncière au désert sinaïque. Le canal n'est par construit pour l'usage de l'Égypte seule qui n'en a point besoin étant riveraine de deux mers liées par le canal. En quoi donc l'Égypte se trouve « colonisée » par cette route universelle et en quoi se trouve-t-elle « libérée » par le sabotage du canal ?

Par contre, le barrage d'Assouan (encore sur le papier), de par sa nature, est destiné à être au service exclusif de l'Égypte. De ce fait, toute participation financière étrangère constituerait, en effet, une colonialisation de l'Égypte. Or, nos « nasse-riens » font précisément sur ce fait colonialiste le reproche à l'Amérique d'avoir « brutalement » refusé sa participation financière à l'édification du barrage d'Assouan et de ce refus américain ils font la justification du coup de Nasser contre le canal de Suez.

Est-il possible que Louzon ne s'aperçoive pas que le coup de Suez est un coup strictement stratégique et militaire, un coup « préventif » à la manière et pour le compte de Moscou survenu en pleine tension explosive dans cette région ? Louzon peut joindre ses applaudissements à ceux qui ont suivi la chute de la statue de Lesseps que malgré mon anticolonialisme et mon anticapitalisme je place au-dessus de tous les Nasser. Louzon prend Nasser pour progressiste, pour réformateur, parce qu'il est passé dans le camp « progressiste » de Moscou au moment où Moscou montre son vrai visage.

Sur Nasser et l'Égypte

De J LAPLAUD, de la Charente-Maritime :

Comme bien d'autres de vos lecteurs, je ne suis pas toujours entièrement d'accord avec votre façon de voir et d'interpréter certains événements (mais ce n'est pas une raison pour cesser de trouver fort intéressante votre revue et pour vous demander de m'en cesser l'envoi (comme l'a fait mon camarade Nénert, de la Haute-Vienne).

J'ai apprécié les renseignements et les commentaires contenus dans les articles de Louis Mercier et de Roger Hagnauer. Mais R. Louzon aura bien du mal à me faire prendre Nasser pour un « réformateur » ! Pour moi, ce dernier n'est qu'un crétin galeux, un gangster et un maître-chanteur. Il conduit l'économie égyptienne à la ruine, et le sort misérable de ses ouvriers et de ses paysans est certainement le cadet de ses soucis. Si je condamne formellement l'action franco-britannique contre l'Égypte, je ne considère pas moins le fameux colonel comme un hurluberlu particulièrement dangereux. On ne me le fera jamais prendre pour un grand homme d'État.

Autre chose : je voudrais bien que la R.P. ne publie que des chiffres rigoureusement exacts, basés sur des certitudes. Sinon, qu'elle s'abstienne ! Je fais allusion au nombre des victimes dans l'attaque de Port-Saïd, qu'il y en ait eu 500 ou 10.000, le crime reste évidemment le même. Mais ce n'est pas parce que le canard enchaîné parle de 10.000 qu'il faut, sans contrôle sérieux, donner ce chiffre comme valable.

Et là encore, quoi qu'en dise Louzon, je fais une différence — une sérieuse différence — entre les bourreaux de Port-Saïd et ceux de Budapest.

Les Arabes n'auraient rien obtenu si...

Une lettre d'Algérie adressée à Roger Hagnauer :
Il n'entre nullement dans mon intention d'ouvrir une polémique avec toi et encore moins avec

mon camarade Polito, mais sa lettre et ta réponse m'attirent quelques réflexions.

Le rappel des « tentatives » socialistes est attristant, mais c'est un lieu commun que de voir les « réformes » faites pour les musulmans échouer régulièrement... Peut-on leur reprocher de vouloir faire eux-mêmes ces réformes aujourd'hui ? Polito a raison quand il parle d'indifférence et de manque d'énergie de l'opinion métropolitaine... Que n'a-t-elle exigé, cette opinion, la mise au pas du « Français d'Algérie » ! On sait frapper si fort lorsque le protestataire est Arabe !

La France, l'opinion publique de gauche s'entend, a failli à sa mission en 1936 ; elle a reculé en 1945 où il aurait fallu nettoyer le ramassis de Pétainistes qui avait collaboré avec Vichy... Elle n'a pas réagi le 6 février 1956 !

Je passerai sur ce qui est de la « pacification » ! Je n'ai jamais milité dans un syndicat algérien. Il est vrai que l'on trouvait côte à côte des Européens et des musulmans... Mais combien de fois F.O. ou la C.G.T. même ont déclenché une grève de solidarité avec l'ouvrier agricole algérien, honteusement (pour nous Français) exploité ?

Je voudrais enfin exposer mon sentiment sur les « petits » et « gros »... ou plutôt sur les « moyens » et « les gros » !

Il n'y a pas en Algérie de prolétariat européen, il n'y a qu'une énorme masse de classes moyennes... et les classes moyennes menacées de prolétariat (ici par la perte de leurs privilèges) réagissent violemment (le 6 février... et la suite). Si je ne me trompe, ce doit être là une idée de Marx.

En métropole aussi, une classe moyenne (les commerçants) a évolué vers ce « fascisme ».

Quant « aux gros », n'en parlons pas, ils sont partout les mêmes.

L'erreur du gouvernement et de Lacoste (mais peut-on parler d'erreur pour lui !) aura été la volonté de faire le bonheur des peuples malgré eux... Pas plus qu'on ne porte le socialisme à la remorque des tanks et des orgues de Staline, on ne porte la justice sociale et la démocratisation à un peuple... et contre lui !

Je ne puis juger que d'après mes contacts personnels, mais j'ai la certitude que tous les Algériens sont solidaires des rebelles en général et du Front plus spécialement. Les Algériens ne se « rebellent » pas, ils font leur révolution !

Il ne m'appartient pas de préconiser une solution, ce serait ridicule. Mais tout règlement politique, social, économique intéressant l'Algérie, devra être fait non seulement pour les musulmans (pour plus de justice), mais avec eux, avec eux tous, à commencer par leurs chefs du moment ! Et c'est urgent. Faute de quoi, ils feront ces « réformes » sans nous.

Il est caractéristique que Bourguiba ait pu faire en un an en Tunisie ce que nous n'avons pu (ni voulu) faire en 130 ans en Algérie !

J'admets que le problème soit douloureux et pénible pour les Français d'Algérie, et même pour ceux qui ne voyaient pas dans l'Arabe le « Raton » !

J'exprime mon dégoût à ceux qui confondent libérer et égorger... ou mitrailler et « pacifier », d'ailleurs.

Mais il y a quelque chose de changé dans le Maghreb et les « ultras-haineux » et les « réformateurs timides et sincères » sont dépassés. J'ignore si c'est l'intérêt du peuple algérien, j'en doute même, mais c'est sa volonté de vivre plus misérablement et plus libre.

Quant aux fusilleurs de Boufarik, de Rivet, de Tébessa, de Bône, de Constantine, d'Aïn Abid, du « stade de Philippeville », de la région de Collo, des Nementcha, des Aurès, des massifs de Boufarik et autres lieux « pacifiés », quant à ces cocardières de trottoirs et patriotards des « six février », ils ne m'intéressent pas.

Si je suis soulevé de dégoût à la vue des exploits des fellagas, je dois reconnaître, et tout homme de gauche qui se recueille un moment, doit reconnaître que le principe de l'insurrection était souhaitable. Les Algériens n'auraient rien obtenu s'ils n'avaient montré les dents... pas même un gouvernement Mollet.

A. PARIENTY,

ex-Secrétaire fédéral du Bureau (provisoire)
des Jeunesses socialistes de l'Algérois.

Notes d'Economie et de Politique

LE REFUS DE LIBERER L'EST EUROPEEN

On n'a point fait mystère qu'à la dernière réunion de l'O.T.A.N., Brentano, le ministre allemand des Affaires étrangères, s'était félicité de ce que l'Allemagne de l'Est ne se soit pas soulevée à l'appel des Hongrois, et qu'il espérait bien qu'il continuerait à en être ainsi. Un nouveau juin 53, à Berlin, ou quelque part ailleurs en Allemagne de l'Est, est le cauchemar des hommes d'Etat de l'Allemagne « libre ».

En outre, à la suite de cette déclaration, la presse américaine a révélé que les agents de l'Intelligence Service américain en Allemagne orientale avaient joint leurs efforts à ceux du gouvernement de Bonn pour qu'un tel soulèvement n'eût point lieu.

Si les Hongrois ont dû rester seuls à se battre contre la tyrannie moscovite, si aucun secours ne leur est parvenu des autres pays satellites, c'est donc, avant tout, aux « pays libres », à l'Allemagne occidentale et aux Etats-Unis notamment, qu'en incombe la responsabilité. Ce n'est pas seulement en n'accourant point au secours des insurgés, mais c'est également en empêchant l'insurrection de s'étendre, que l'Occident a trahi le peuple hongrois.

De ceci comme de cela, la cause est, bien entendu, la même : la peur. La peur de la Russie.

Je ne juge point, je constate.

Il est désormais définitivement établi que le complice le plus actif de la Russie pour l'assujettissement des peuples de l'Europe orientale, n'est autre que l'Occident. Les deux blocs, l'un mù par la volonté de puissance, l'autre mù par la peur, sont unis dans le même dessein : maintenir le *statu quo*.

Ainsi se trouve donc bloqué pour la Hongrie, pour l'Allemagne de l'Est, pour la Tchécoslovaquie, pour la Pologne, pour la Roumanie pour la Bulgarie, au moins pour le temps présent, tout espoir de se libérer par la force.

Mais peut-être reste-t-il à ces pays un espoir de libération par des moyens « pacifiques », par la négociation et le marchandage ?

Hélas ! Pas davantage. Car ici aussi, l'Occident vient, par la voix de l'Amérique, de prononcer un *non possumus*.

Nous avions attiré l'attention, le mois dernier, sur la stupéfiante déclaration faite par Chepilov à l'assemblée générale de l'O.N.U. du 22 novembre, que nous reproduisons à nouveau, si grande est son importance :

« Nous disons aux chefs des puissances occidentales : aussitôt que vous aurez retiré vos troupes de l'Allemagne occidentale, aussitôt que vous aurez liquidé vos bases militaires, aériennes et navales en territoires étrangers, nous retirerons aussi nos troupes des pays où elles sont stationnées en vertu du traité de Varsovie. »

Un silence à peu près total a accueilli cette déclaration, à tel point qu'il se peut bien que pas un seul de nos lecteurs ne la connaîtrait s'il ne l'avait lue dans la *R.P.* ; j'en avais pris le texte dans un journal américain, où il se trouvait enfoui, sans commentaires, au sein d'un indigeste compte rendu de la séance de l'O.N.U.

Cependant, nonobstant le black-out que les chefs des Etats « libres » savent si bien imposer sur les nouvelles les plus importantes lorsqu'el-

les les gênent, il était tout de même assez difficile de laisser l'offre russe sans aucune réponse, au moins indirecte. Celle-ci finit donc par venir sous la forme d'une déclaration du Département d'Etat qui, sans se référer explicitement à la proposition Chepilov, déclarait simplement qu'en aucun cas et quoi qu'il soit offert en échange, l'Amérique ne retirerait ses troupes d'Europe. L'offre de Moscou se trouvait donc ainsi purement et simplement rejetée.

Or, comme les Russes n'accepteront jamais évidemment de s'en aller des pays non russes, si les Américains demeurent en des pays non américains, tout espoir de libérer l'Europe orientale par voie « pacifique », s'est, à son tour, évanoui.

L'Europe orientale a toutes ses issues vers la liberté bouchées. Et c'est l'Occident qui les lui bouche !

Tout se passe comme si l'Amérique entendait maintenir dans le glacis existant entre les deux blocs, une situation explosive, qu'elle n'entend point faire exploser pour l'instant, mais dont elle ne veut point qu'elle cesse d'être.

LE REFUS DE LAISSER LIBRE LE PROCHE-ORIENT

Regardons maintenant plus au sud.

En même temps que par son refus d'accepter la proposition Chepilov, Washington maintenant ce baril d'explosifs que constitue l'occupation russe des pays de l'Orient européen, il s'apprêtait en même temps à en installer un autre, cette fois dans l'Orient asiatique.

Jusqu'à ces derniers mois le Proche-Orient était demeuré en dehors du conflit Amérique-Russie. Ce à quoi on y assistait était simplement les derniers déroulements de la vieille politique impérialiste de l'Europe du siècle passé. La partie qui s'y jouait n'y opposait point les puissances occidentales et la Russie, mais simplement les deux grandes puissances colonialistes européennes qui prétendaient y maintenir leur domination et les peuples indigènes qui voulaient s'y soustraire. Le conflit n'était qu'entre l'Angleterre et la France d'une part, et les peuples arabes de l'autre. C'était la lutte entre le colonialisme et l'indépendance nationale, non entre le régime totalitaire et le régime dit démocratique.

Cela, pour une bonne raison : c'est qu'au Proche-Orient la Russie était absente, même — depuis l'abandon de l'Azerbeïdjan — dans cet Iran qui fut si longtemps, jadis, le champ clos de la rivalité anglo-russe.

Cependant, depuis l'affaire de Suez il n'en est plus de même.

Nous avons répété inlassablement durant ces dernières années que tout effort fait pour refuser l'indépendance, une indépendance véritable et totale aux pays coloniaux ou semi-coloniaux d'Asie ou d'Afrique, aurait pour résultat inévitable de pousser ces pays dans les bras de Moscou. S'ils constataient, en effet, qu'il leur était impossible de se libérer par leurs propres forces, la Russie leur apparaîtrait nécessairement comme le seul sauveur possible.

Les événements qui viennent de se dérouler ont pleinement confirmé cette vue. Dès les premières menaces franco-britanniques, le Caire

s'est tourné vers Moscou, et Moscou fit cesser le feu en intimant l'ordre à Londres et à Paris au moyen de sa lettre sur les fusées.

Aujourd'hui donc, contrairement à ce qui était encore le cas il y a six mois, la Russie est présente au Proche-Orient.

Mais pour que la Russie redevienne rapidement absente, il y a un moyen bien simple et tout ce qu'il y a de plus pacifique, qui consiste à supprimer l'effet en supprimant la cause.

Supprimez la cause, en abandonnant toute revendication sur tous les territoires du Proche-Orient, foutez la paix à leurs peuples une bonne fois pour toutes, considérez-y l'extraction du pétrole, le passage par le canal, etc., comme des affaires purement commerciales, ne cherchez pas plus à les soumettre à un protectorat déguisé qu'à les priver par la force ou par des ruses du genre de celle de l'« internationalisation », de leurs richesses naturelles — et vous supprimerez du même coup l'effet, c'est-à-dire la recherche par ces pays d'un protecteur qui, dans l'état actuel des choses, ne saurait être que la Russie. Rendez au Proche-Orient sa liberté, sa liberté pleine et entière, et vous n'aurez plus rien à y craindre de la Russie, car la Russie n'aura plus rien à y faire.

Le Proche-Orient pourrait devenir alors une zone neutre, vraiment neutre — ce qu'il désire — pas plus lié à un bloc qu'à l'autre, un grand espace vide séparant les deux rivaux.

Mais de cette solution l'Amérique vient de montrer qu'elle ne veut pas. En déclarant qu'il défendrait le Proche-Orient contre la Russie et contre elle seule, Eisenhower a fait entrer la péninsule arabe et ses abords en plein dans le conflit Moscou-Occident ; il la décrète l'un des enjeux dans la lutte qui met aux prises les deux camps ; il en fait un « glacis » de l'Occident, tout comme la Russie a fait son propre « glacis » avec les pays de l'Est européen. Il prolonge ainsi dans le Proche-Orient le foyer explosif de l'Europe orientale.

En libérant de la Russie les Etats de l'Europe orientale par l'acceptation de la proposition Chepilov, l'Occident aurait établi en Europe une zone neutre entre lui et la Russie ; en se désintéressant de l'Egypte et de la péninsule arabe, l'Occident aurait maintenu en Asie une zone neutre entre lui et la Russie, mais l'Occident ne veut plus de zones neutres. Il se refuse à déminer l'Europe orientale et s'empresse de miner le Proche-Orient. Pas de *no man's land* !

Pourquoi cela ?

C'était déjà la question que nous posions le mois dernier en nous étonnant que Chepilov n'ait pas été immédiatement pris au mot. C'est la question que nous reposons aujourd'hui, sous une forme plus large.

On ne saurait pour l'instant y apporter de réponse.

Disons seulement que lorsqu'une armée évite tout ce qui pourrait l'éloigner d'une autre et qu'elle cherche à établir le contact partout, ce n'est point le signe qu'elle a l'intention de décrocher. Creuser de nouvelles sapes, c'est indiquer que l'heure de l'assaut approche.

LE PAPE, CHEF POLITIQUE DE LA CHRÉTIENNE

L'encyclique du pape pour ce dernier Noël est un événement.

C'est un événement parce que c'est la première fois depuis fort longtemps qu'un pape ose publier un document purement politique, un document par lequel, en fait, il prétend dicter aux Etats la politique qu'ils doivent suivre.

La papauté revient ainsi à ses prétentions originelles, celles du moyen âge ; Pie XII vient de reprendre la tradition des Grégoire VII, Innocent III et Boniface VIII.

Le pape est le « vicaire du Christ » sur la terre, lui seul donc « règne et commande », aussi bien dans le domaine temporel que dans le domaine spirituel ; il est non seulement le chef religieux, mais le chef politique de toute la chrétienté : les chefs d'Etat ne doivent être que ses agents d'exécution.

Qu'une telle prétention puisse revivre en plein vingtième siècle montre à quel point celui-ci, malgré ses prodigieuses réalisations techniques — ou peut-être à cause d'elles ? — est déjà un siècle de décadence ; l'esprit humain, en Europe du moins, retourne à l'enfance, et les institutions font de même : l'Eglise tend à redevenir la seule puissance ; les Etats ne doivent plus être que ses humbles subordonnés.

Quant à l'usage que la papauté fera de la force politique qu'elle est en train de recouvrer, ce sera le même qu'autrefois : elle prêchera le massacre et absoudra l'injustice. Le contenu de l'encyclique de Noël le montre : le pape y condamne sous une forme à peine voilée les décisions pour la paix de l'O.N.U. contre les agresseurs de l'Egypte. Contre les infidèles, tous les moyens ne sont-ils pas bons ? Au vingtième siècle, comme au onzième. Lorsque les Croisés s'emparèrent de Jérusalem, ils firent, trois jours durant, un massacre épouvantable de la population, avec la bénédiction du pape ; pourquoi, aujourd'hui, le pape ne bénirait-il point les massacreurs de Port-Saïd ? Déjà, lorsque débuta au Kenya la chasse aux Kikouyous, le pape avait envoyé sa bénédiction. L'archevêque de Cantorbéry aussi. Cette fois, le pape est seul ; le chef de l'église anglicane, non seulement n'a point béni les agresseurs de l'Egypte, mais il s'est élevé publiquement contre leur action. Ce qui montre que l'église romaine est encore plus infecte que l'église protestante ; le Vatican reste l'ancre des plus grandes turpitudes.

BRENTANO ET PINEAU AUX ORDRES

Au moyen âge, cependant, les prétentions papales à la direction politique de la chrétienté rencontrèrent toujours de fortes résistances de la part des chefs d'Etat, même des plus chrétiens. Grégoire VII et Innocent III se heurtèrent aux empereurs Henri IV et Othon IV, Boniface VIII au roi de France Philippe le Bel.

En 1957 il n'en est pas de même. Non seulement Pie XII peut oser dicter aux Etats et à l'O.N.U. la politique qu'ils doivent suivre, sans soulever de protestations, mais les chefs des deux principaux Etats qui s'étaient élevés jadis contre les prétentions ultramontaines s'empressent aujourd'hui de reconnaître leur légitimité en se précipitant à Rome, le lendemain de l'encyclique, pour y prendre les ordres !

C'est ce qui distingue la sénilité de l'enfance : l'enfant cherche à échapper aux contraintes qu'on veut lui imposer ; le vieillard, au contraire, les recherche.

La semaine de Noël était à peine écoulée que les ministres des affaires étrangères d'Allemagne et de France couraient donc demander audience au pape : Brentano, membre d'un parti catholique, le parti démocrate-chrétien, ce qui, à la rigueur, pourrait apparaître comme normal, et Pineau, membre, lui, d'un parti qui se prétend « laïque », le parti dit « socialiste », ce qui devrait le paraître moins, même à ceux qui ne se sont point encore rendu compte du degré d'abjection auquel la « section française de l'Internationale ouvrière » est parvenue.

DERNIERS ECHOS DE LA CRIMINELLE AVENTURE

La torche dans les chaumières

Le Livre Blanc qui vient d'être publié par le Foreign Office sur l'attaque de Port-Saïd affirme qu'aucune « bombe » n'est tombée sur Port-Saïd ni sur ses environs. C'est exact ! Car ce ne sont point des bombes que les avions français et anglais ont déversées sur Port-Saïd, mais une pluie de rockets, de rockets incendiaires.

Les bombes, ça démolit les maisons, même des maisons solidement construites. Or, à Port-Saïd, ce sont les Européens et les Egyptiens *will to do*, les marchands, les banquiers, les politiciens et les ex-pachas, tous ceux sur lesquels Eden-Pineau comptait pour renverser Nasser, qui habitent des maisons en pierre ; il fallait donc les protéger, eux et leurs demeures ; c'est pourquoi, pas de bombes !

Mais les rockets ! Les rockets qui seulement mettent le feu ! Ceux-là ne pouvaient incendier les constructions en dur ; par contre, tout ce qui était gourbi, demeures en caisses à savon et à toits de paille, c'est-à-dire tout ce qui constitue les habitations des travailleurs égyptiens, devait fatalement en être la proie. C'est ce qui arriva. C'est le Port-Saïd du peuple, le Port-Saïd que le Livre Blanc de ces messieurs les gentlemen britanniques, appelle dédaigneusement le « Bidonville », qui fut frappé, et seul frappé. Grâce à l'absence de bombes et à la présence des rockets, ce furent les demeures populaires seules qui furent détruites... et leurs habitants avec !

Si M. Mollet avait tant soit peu de culture révolutionnaire, on pourrait lui rappeler les vers de la Carmagnole :

*La torche dans les châteaux
Et la paix aux chaumières !*

C'est exactement tout le contraire qu'il a fait : il a assuré la paix aux châteaux et porté la torche dans les chaumières.

C'est ainsi qu'il mène la lutte des classes.
En Egypte, comme en Algérie.

La tuerie des réfugiés palestiniens

Dans le dernier numéro de la *R.P.* nous avons signalé que d'après une déclaration de Ben Gourion, 48 des réfugiés palestiniens qui se trouvaient dans les camps de la bande de Gaza avaient été tués par la soldatesque d'Israël. En fait, le nombre des victimes est beaucoup plus élevé. D'après l'O.N.U., dont on sait qu'elle assure le ravitaillement de ces réfugiés, c'est à plus de 400 qu'il faut estimer le nombre des Palestiniens tués : 300 à Khan Yunis le 3 novembre, et 103 à Rafah, le 12 novembre.

Nasser et le droit international

Nous avons indiqué, également dans le dernier numéro, que si l'on veut respecter le droit international, c'est devant le tribunal international de La Haye qu'il faut porter la question de savoir si le refus opposé par l'Egypte au passage dans le canal de Suez des navires d'un pays avec lequel elle est en état de guerre (Israël) est en accord, ou non, avec l'article de la convention de 1888 qui autorise l'Egypte à prendre toutes mesures utiles à la défense du canal.

Nous avons vu avec plaisir, mais sans étonnement, que Nehru a annoncé, en partant d'Amérique, qu'il jugeait, lui aussi, que la question du passage des navires israéliens dans le canal devrait être soumise au tribunal de La Haye et qu'il était en mesure de déclarer que tel était aussi l'avis de Nasser.

Cette déclaration de Nehru n'a point encore eu d'écho : Ben Gourion n'a pas encore fait savoir s'il acceptait, quant à lui, de porter cette question devant le tribunal de La Haye.

Ce qui confirme que s'il y a quelqu'un qui est prêt à se conformer aux règles du Droit international, n'en déplaît à Pineau et consorts, c'est avant tout Nasser.

R. LOUZON.

Lettre de Tunis

La justice tunisienne et... la française

Par décret du 13 novembre 1956 (9 rabi II 1376), l'article 2 du code de procédure pénale a été modifié comme suit :

« ARTICLE 2 (nouveau). — Les lois tunisiennes s'appliquent à toutes les infractions commises en Tunisie. »

Cette petite phrase, qui n'est qu'une affirmation de la souveraineté d'un Etat indépendant, a mis en fureur tous les Dupont — les Dupont et les Duponta — de Tunisie et de France. « Malheur ! Etre jugés par les Arabes ! »

En vain le gouvernement tunisien multiplie-t-il les preuves que le Droit en Tunisie est aussi bien défendu que dans n'importe quel autre pays civilisé. Les oualis (gouverneurs) sont privés des pouvoirs judiciaires dévolus précédemment aux caïds ; la séparation des pouvoirs — exécutif et judiciaire — est ainsi consacrée.

D'autre part, toute une réforme judiciaire a été décrétée le 13 août 1956. Cette réforme balaie les tribunaux charaïques, c'est-à-dire les tribunaux religieux.

Finies les jurisprudences divergentes fixées par des jurisconsultes religieux, malékites ou hanéfites, jugeant dans n'importe quel sens, n'étant tenus au respect d'aucun texte de loi.

Le décret du 13 août stipulait qu'à partir du 1^{er} octobre 1956, seuls les tribunaux laïques connaîtront de toutes les affaires précédemment confiées aux tribunaux charaïques.

Une véritable révolution !

Mais qui, en France, est encore sensible aux actes révolutionnaires des pays de l'Afrique du Nord ?

Pourtant, les Français devraient être flattés de l'importance qu'on donne, ici, à leur Code de procédure criminelle. Les décrets des 8 et 15 novembre 1956 sont inspirés de ce Code.

Cependant, rien n'y fait. Le fatidique : « Il ne manquait plus que de se faire juger par les Arabes ! » revient comme un leitmotiv au sein de la population européenne.

Au point que le gouvernement français porte plainte au Tribunal de La Haye contre le gouvernement tunisien, pour violation des Conventions de juin 1955.

Comme s'il ne s'était rien passé depuis !

Comme s'il n'y avait pas eu la reconnaissance solennelle, le 20 mars 1956, de l'indépendance de la Tunisie et par conséquent de sa souveraineté.

Mais sans doute cette reconnaissance de l'indépendance tunisienne n'est pour la France qu'une formalité sans importance, puisqu'on vient de s'asseoir sur les décrets du gouvernement tunisien en nommant un nouveau président de la cour d'appel française à Tunis, et en l'installant le 19 décembre solennellement.

La France a — bessif, évidemment — transformé la Résidence en ambassade, remis la police, la gendarmerie et même la D.S.T. au gouvernement tunisien (tout en continuant à farcir le pays d'agents du deuxième bureau — et en maintenant l'armée), mais elle se refuse à l'unification de la Justice. Car pensez au danger que connaîtraient alors les criminels français !

Rappelons à ce propos le cas de la « Main rouge ».

Le 18 avril dernier, à 0 heure, le gouvernement tunisien prenait l'entière responsabilité de l'ordre pu-

blic. Un mois après, un important gang de 14 terroristes français était démasqué et neuf d'entre eux arrêtés.

Voici les crimes dont la bande s'était rendue coupable :

Le 1er mai 55, à 0 h. 20, rafale de mitraillette sur le siège de la cellule néo-destourienne de Saint-Germain près de Tunis ; grenade lancée dans la salle de réunion : 1 mort, 4 blessés ;

Le 9 mai, bombe contre le commissariat du 9^e arrondissement ;

Le 10 mai, dans la nuit, grenade rue de Bizerte ;

Le 11 mai, vers minuit, grenade avenue Albert I^{er} ;

Le 12 mai, dans la soirée, un épicier djerbien est tué à coups de mitraillette, rue de Dijon ;

Le 12 mai, à 22 h. 40, une grenade est jetée à la hauteur du 48 de l'avenue de Londres, en plein quartier israélite : cinq blessés européens : une fillette de 6 ans a perdu la vue ;

Le 13 mai, à 22 heures, rue du Docteur-Braquehay, à Montfleury, des coups de mitraillette partent d'une automobile : 1 épicier djerbien est tué sur le coup ; son fils, 10 ans, son aide, 18 ans, et un ami sont blessés mortellement, 4 morts.

Le 13 mai, à 22 h. 45, une 203 Peugeot mitraille la cellule néo-destourienne de Ben-Arous près de Tunis, 2 blessés.

Le 14 mai, à 1 heure, une grenade jetée de la rue éclatée dans un dancing, avenue Jules-Ferry. 1 mort, 9 blessés.

« Tableau de chasse » de la quinzaine :

7 morts, dont 6 Tunisiens, une vingtaine de blessés.

Comme je suppose que vous ne savez pas, en France, ce qu'il est advenu des criminels après que la magistrature française s'est emparée de l'affaire, je vais vous le dire : il n'en reste en prison que 3, de pauvres types ; 8 ont été mis en liberté « provisoire » ; 1, le docteur Chapelon, a été acquitté, purement et simplement. Cependant que 8 terroristes tunisiens étaient condamnés à mort (dont 1 par contumace) par la Haute Cour tunisienne ! 7 pendus. Moins dégueulasses certainement que les Vincent, Rouveure et autres Gillet. L'émotion est grande dans le pays. Deux justices ! L'une applique la loi avec rigueur : la tunisienne. L'autre s'assied dessus : la française. C'est à M. Régis Soulet, juge d'instruction, l'homme à tout faire des agents du deuxième bureau, qu'est revenu le soin d'accomplir cette sale besogne. Vous savez, ce même Régis Soulet à qui avait été confiée l'affaire de l'assassinat de Farhat Hached, le 5 décembre 1952. Il n'en sortit rien. Là aussi, la justice tunisienne avait été dessaisie. « Etre jugés par des Arabes ! »... En 1953, dans la « R.P. » nous dénonçons les assassins de Farhat Hached.

Nous retrouvons des noms que nous avons alors cités, dans la partie du dossier de la « Main rouge » que le journal « Action » du 1^{er} octobre 1956 a rendu publique (1). A côté de policiers de tous grades et de tenanciers de bar, voisinent un ingénieur des Travaux publics, des commerçants, des responsables bien placés de l'ancienne Résidence générale de France à Tunis, même un « syndicaliste » de F.O. : Malé. Et l'on retrouve notre juge d'instruction, de la justice française, Régis Soulet, une fois de plus aux ordres du deuxième bureau, en l'espèce le colonel de Poutier, chef du service de Documentation à la Résidence générale de Tunis.

Il y aurait aussi des contrôleurs civils, des représentants de groupes de colons, des intérêts miniers, de la magistrature, du barreau... « Action » tient les noms en réserve, et à la disposition de la Justice. Avec cette restriction : « Pas la vôtre, M. Soulet ! ».

Pas la justice française, en effet, car dans l'affaire de la Main Rouge comme dans celle du meurtre de Farhat Hached, elle s'est disqualifiée. Pour le moins !

(1) Quelles réactions ? De désarroi. Mais aucune poursuite contre « Action ». Un dégonflage de l'ambassade. Sous la forme d'un communiqué à la presse : « Les milieux proches de l'Ambassade considèrent comme manifestement diffamatoires les insinuations et accusations formulées par l'hebdomadaire « Action » contre des membres de cette Ambassade ». La consigne ? Ne pas bouger ni réagir d'aucune manière. C'est un aveu.

Scission à l'U.G.T.T.

Le 18 octobre, une scission s'est produite à l'U.G.T.T. Les responsables de l'Union régionale de Sfax (berceau de l'U.G.T.T.) ont fondé l'U.T.T. (Union Tunisienne du Travail), siège, rue de Grèce à Tunis, dans les locaux de l'U.S.T.T., organisation syndicale à direction « communiste », qui s'est dissoute l'été dernier pour entrer à l'U.G.T.T. Et pour noyauter ? Possible, mais les anciens U.S.T.T. ne pourront brigrer de poste responsable à l'U.G.T.T. avant deux ans.

Pourquoi cette scission à l'U.G.T.T. ? D'après une interview de Ben Salah, secrétaire de l'U.G.T.T., à « La Croix » de Paris : « Il n'y a aucune divergence de vues ni de personnes, mais il y a le fait que certains éléments politiques ont voulu jouer à l'intérieur de l'U.G.T.T. pour se créer des assises. »

Quant à Habib Achour, de l'U.T.T., il déclare, entre autres, dans une interview du « Petit Matin », 25 décembre : « La constitution de notre mouvement correspond à un désir profond de la classe ouvrière de secouer le joug de la servitude et de mener son action dans la liberté syndicale retrouvée. »

Cependant que la nouvelle Union des fonctionnaires tunisiens (U.N.F.), qui vient d'adhérer à l'U.T.T., « salue l'élan du peuple dans les domaines de la liberté et de la démocratie, élan souligné par la naissance de l'U.T.T. qui appelle à la démocratie sincère et à la liberté véritable ; condamne la lutte fratricide entre les citoyens et préconise l'action pour servir les intérêts de chaque catégorie de citoyens non pas au détriment des autres citoyens, mais avec un esprit nouveau de collaboration entre tous et de solidarité nationale dans le cadre de l'intérêt général... ». Tout cela, au moment où l'on nous affirmait que « des efforts sont déployés » pour la réunification des deux centrales.

Habib Achour, de l'U.T.T., aurait posé comme conditions à cette réunification :

a) que les ministres U.G.T.T. (ils sont 4), choisissent entre les responsabilités syndicales et le gouvernement. (On ne peut être en même temps au comité directeur d'une centrale syndicale et ministre) ;

b) le retrait de Ben Salah ;

c) la constitution d'une commission administrative commune (12 membres de chaque côté) qui aurait pour mission d'organiser de nouvelles élections à la base et la tenue d'un nouveau congrès.

J'ai bien peur que les manœuvres de « certains politiques » ne soient grosses de conséquences pour la classe ouvrière de ce pays. En serions-nous déjà, en Tunisie, au « diviser pour régner » ?

Adhérents à l'U.G.T.T. : 150.000 (d'après Ben Salah).

Cartes distribuées à l'U.T.T. : 50.000.

Les adhérents viendraient de l'U.G.T.T. (d'après Habib Achour).

Une confédération nord-africaine

Ahmed Ben Salah, pour l'U.G.T.T. (Tunisie) ;

Abdelaziz Rachid, pour l'U.G.T.A. (Algérie) ;

Ben Sedik et Bouazza, pour l'U.M.T. (Maroc), viennent de se rencontrer à Casablanca pour jeter les bases d'une Fédération Syndicale Nord-Africaine.

Espérons que les scissionnistes de l'U.G.T.T. et de l'U.M.T. (il y aurait aussi au Maroc des vellétés de scission) comprendront la gravité de leur geste au moment où l'indépendance de leurs pays s'affirme.

Il leur faut être unis, s'ils ne veulent pas que la classe ouvrière soit frustrée de la part qui lui revient dans cette indépendance. Et cette part est grande, car le travailleur seul est le vrai producteur. Chose que les politiques n'admettent pas facilement, ou qu'ils oublient, même s'ils l'ont admis un jour, quand ils sont au pouvoir.

FINIDORI.

P.-S. — Cette lettre était rédigée et expédiée lorsqu'a été annoncé le remplacement de Ben Salah par Ahmed Tlili au secrétariat de l'U.G.T.T. Précédemment Tlili était à la fois secrétaire adjoint du Néo-Destour et secrétaire adjoint de l'U.G.T.T.

Serait-ce un début de direction unique ?

Chronique de l'Union des Syndicalistes

Notre assemblée générale de décembre

Elle a donné des résultats du point de vue de l'organisation. Nous y avons repris nos contacts avec le Cercle ouvrier Renault dont le représentant a admis la nécessité de coordonner les activités des groupes d'entreprise. Nous y avons accueilli un plus grand nombre de camarades du Livre ; en particulier, un militant qui a des responsabilités chez les rotativistes. Nous entendrons bientôt parler, je l'espère, des résultats de notre action dans ces deux branches industrielles.

Nous avons décidé l'édition d'une Carte de l'Union (rien d'une nouvelle carte confédérale, bien entendu) et le paiement d'une cotisation. Notre pauvreté est déclarée, mais même le pauvre a un budget. Si réduit qu'il soit, il nous en faut un, et point de propagande sans un peu d'argent.

Le camarade Robert Marchetti a été désigné comme trésorier (1, rue Dulaure, Paris-XX^e — C.C.P. Paris 7473-08). Ce camarade a été salué comme il convenait parce qu'il nous a apporté 18.000 francs, reliquat de caisse des cercles issus de la Conférence de Puteaux.

Nous avons aussi envisagé la liaison avec la province. A ce propos, j'ai reçu de Jean Duperray (de la Loire), une de ces longues lettres dont il a le secret, où il ne cache pas son mécontentement et où il n'a pas de mal à opposer le travail des camarades de la Loire à notre propre travail (?). Écoutons-le :

« Depuis le début de l'affaire hongroise, nous n'avons pas une seconde à nous. Nous sommes en liaison avec six organisations. Nous avons une trésorerie de 1.760.000 francs. Nous nous occupons de 44 réfugiés sans parler des rapports avec l'Autriche, et en même temps nous faisons notre boulot syndical et nous nous battons en tant que minorités.

« Quelle merveilleuse monographie que le dernier article d'ensemble paru dans la R.P. de juillet-août 1955 avec la collaboration de 12 camarades ! Nous pourrions le remettre au point. Nous en attendions de nombreuses réactions, des tentatives d'imitation, des relations similaires...

« Qu'est-ce qui nous est parvenu ? Qu'est-ce que la R.P. a enregistré au sujet de cette expérience qui avait persévéré méthodiquement pendant six ans ? Zéro ! Rien ! Pas un mot ! »

Qu'est-ce que vous voulez que je réponde à Duperray, sinon qu'il a raison et que nous n'existons pas ?

Le camarade Zahm (9, avenue Charles de Fould, Paris-XII^e), Faucier (41, rue Boissière, Paris-XVI^e) et moi-même avons été chargés, non seulement de recevoir la correspondance de province, mais de l'organiser régulièrement. Et il faudra penser rapidement à organiser la solidarité pratique avec nos camarades de tous les pays qui ont besoin de notre aide. Ce sera l'une des tâches de notre assemblée générale de janvier.

Un premier succès, dans l'Enseignement, sous le titre de l'Union des Syndicalistes

La sous-section du XIII^e arrondissement de Paris du Syndicat National des Instituteurs est une importante sous-section, non seulement parce que les instituteurs y sont nombreux, mais parce qu'elle est dirigée depuis longtemps par les

néo-staliniens, principalement par Fournial, membre du Bureau du Syndicat National, où il représente la fraction « communiste » dont il est le chef. Il y a un peu plus d'un mois, Fournial y patronnait, pour le renouvellement du bureau (7 membres), une liste dite d'union (! !). Notre camarade Volovitch (40, rue Vandrezanne) y opposa une liste d'Union des syndicalistes. Celle-ci résista fort bien à toutes les manœuvres d'enveloppement des réactionnaires staliniens et elle emporta finalement 123 voix (4 sièges) contre 103 à la liste de Fournial (3 sièges). La sous-section syndicale sera dirigée par un syndicaliste. Résultat que nous saluons. Mais comment est-il possible que 103 instituteurs ou institutrices votent encore aujourd'hui pour la liste des réactionnaires staliniens ?

Inquiétude sur l'U.G.T.T. (Union Générale des Travailleurs Tunisiens)

La démission de Ben Salah, secrétaire de l'U.G.T.T., ne nous dit rien qui vaille. Nous le disons comme nous le pensons. D'autant plus que nous croyons bien avoir lu quelque part un extrait d'un discours de Bourguiba où il dénonce ceux qui prêchent la lutte de classe et veulent ainsi détruire l'union nationale. (Encore une Union ! !). Il ne faudrait surtout pas croire que cela nous étonne. C'est le contraire qui nous étonnerait. Mais il nous semble clair comme le jour qu'on en veut, là aussi, à l'indépendance du syndicalisme. Raison de plus pour la crier bien fort ! Rien ne nous confirme davantage la réalité de l'internationale ouvrière que cette revendication primordiale que l'on entend crier partout jusque dans les pays qui ne l'ont jamais connue et où les dirigeants s'insurgent à qui mieux mieux — sans espoir de le vaincre jamais — contre « l'anarcho-syndicalisme ».

Et la Tchécoslovaquie ?

Dans ce pays aussi la presse officielle tire à boulets « blancs » contre l'anarcho-syndicalisme. On peut s'étonner peut-être de l'apparente passivité de la classe ouvrière tchécoslovaque. Un spécialiste me dit que, paradoxalement, celle-ci est due à la plus grande maturité politique des ouvriers tchèques, lesquels savent mieux mesurer le rapport des forces et, surtout, n'ont aucune illusion sur l'aide éventuelle des Américains. Il faut ajouter que, grâce à un commerce extérieur multi-latéral, ce pays a un niveau de vie relativement satisfaisant (en tout cas meilleur que celui de la Hongrie ou de la Pologne). Le même spécialiste m'affirme que l'armée est solidement tenue par les staliniens ; elle a pris part à l'écrasement de l'insurrection hongroise ; l'artillerie tchèque, massée sur la frontière a, paraît-il, bombardé les centres industriels de Győr et de Miskolc ! ! Et le prolétariat tchécoslovaque n'a fait que gronder sourdement.. Cette hostilité jaillit entre les lignes de la presse officielle (la seule qui existe, bien entendu). Est-ce à dire que nos camarades de Tchécoslovaquie s'en tiendront toujours à cette opposition sourde ? Fol qui s'y fierait. Vous pouvez être sûrs que les dirigeants tchèques qui comptent parmi les « durs » des néo-staliniens, ne s'y fient pas.

De la « R.P. » à l'Union des Syndicalistes... et réciproquement

La R.P. est, pour le moment, une sorte d'« organe officiel » de l'Union des Syndicalistes. Elle nous donne en tout cas un bon coup de main. La réciproque doit être vraie. Je veux dire par là que les adhérents de notre union devraient la lire, s'y abonner et la répandre, qu'ils devraient surtout la considérer comme une tribune. On devrait s'apercevoir de leur collaboration dans ces colonnes. On jugera de l'activité des cercles par la traduction qu'on y trouvera ici. Rapidement, la R.P. doit se sentir mieux, elle aussi, de la création de l'Union des syndicalistes. Il va falloir suivre ça de près.

R. GUILLORE.

La Conférence de Barton

L'Union des Syndicalistes, le 22 décembre, organisait une réunion consacrée « au mouvement ouvrier, derrière le rideau de fer ».

Un large exposé de notre ami **Paul Barton** (ancien secrétaire de la C.G.T. tchécoslovaque) ouvrit le débat.

Barton précise que l'insurrection hongroise ne peut se détacher d'un mouvement de révolte qui a commencé dans les camps de concentration russes et se prolonge dans les pays satellites. Ni contre une classe, ni contre une caste, contre un régime.

Il nous indique que si l'on veut « recouper » des informations discrètes, on constate une nette accentuation en U.R.S.S. de la lutte revendicative pour les salaires. Une enquête menée dans l'usine Dynamo de Moscou établit que malgré une augmentation brutale des normes de rendement (près de 50 %), alors que le rendement individuel ne s'est accru que de 11,9 %, les salaires sont demeurés stables, la Direction inventant de multiples moyens pour des augmentations clandestines compensant les diminutions légales.

Un deuxième problème que l'on peut éclairer à la lueur des événements de Pologne et de Hongrie, c'est celui de la gestion ouvrière des entreprises.

L'idée lancée et appliquée en Yougoslavie a obtenu — malgré le silence de la presse officielle — un grand succès dans les démocraties populaires.

En Pologne, trois courants à ce sujet : 1) celui des jeunes économistes qui constatant l'échec de l'expérience d'industrialisation compte sur la gestion ou-

vière pour stimuler la production ; 2) celui du groupe « Gomulka » qui veut par cette expérience constituer à travers les comités ouvriers un nouveau noyau brisant le monopole de l'ancien appareil ; 3) celui des militants ouvriers qui se méfient des deux conceptions et entendent — même en face de directions ouvrières — créer de véritables syndicats pour défendre leurs intérêts.

Les mêmes problèmes se sont posés en Hongrie.

Dès le 3^e jour du soulèvement des conseils ouvriers se sont créés spontanément un peu partout, avec un but politique : diriger la lutte — puis se sont fédérés. La direction des syndicats a été renversée totalement.

Après le coup de force russe, le conflit a continué entre le conseil des comités ouvriers et le gouvernement Kadar. L'ancienne direction syndicale a repris sa place.

Les conseils ouvriers n'ont pas accepté leur légalisation, ont maintenu leur fédération et réclamé le droit de grève. Des pourparlers engagés ont abouti à un accord partiel.

Il y a aussi l'exemple yougoslave sur lequel Barton fournit quelques informations (il en est question dans la R.P.). Il est évident qu'il y a là un assouplissement appréciable du système stalinien. Cependant l'intégration des conseils ouvriers dans l'administration ; l'influence de la politique gouvernementale qui veut surtout mettre l'accent sur la rationalisation, justifient quelques doutes sur la valeur de l'expérience.

Barton insiste sur le fait que le mouvement dans les pays vassaux dépend essentiellement de la situation en U.R.S.S. Et là, on peut espérer des événements encore imprévisibles. On ne sait pas exactement ce qui se passe. On a cependant quelques informations fragmentaires, en particulier sur les grèves dans le bassin du Donetz.

Ce résumé ne donne qu'une faible idée de la netteté de l'exposé de Barton qui, en particulier, a insisté sur le phénomène de renouvellement de l'élite ouvrière, se reformant spontanément après toutes les purges et répressions.

Le débat ouvert a porté surtout sur l'expérience hongroise. Un camarade a fait allusion à l'inquiétante influence du clergé hongrois, un autre à la « pression des capitaux américains ». Notre ami Lebras a complété la documentation fournie sur l'expérience yougoslave de gestion ouvrière.

Il a été facile à Barton de répondre, quant aux critiques du mouvement hongrois. Les capitaux américains n'ont nullement gêné des expériences dites socialistes en Angleterre et en Yougoslavie. Quant au cardinal Mindzentsky, il a été libéré, par un geste symbolique des révolutionnaires qui n'étaient pas catholiques. Il n'a eu aucune influence sur le gouvernement Nagy.

Information... dirigée ou mensonge par omission

A la suite de la publication par « Demain » d'une interview de Denis Forestier, j'ai adressé un article à cet hebdomadaire.

Il est bien évident que « Demain » n'est pas tenu de publier tout ce que lui adressent ses lecteurs.

Je n'aurais, pour ma part, trouvé rien à redire si « Demain » m'avait retourné mon article sans le publier.

Je ne puis, par contre, laisser passer sans protester le procédé employé par « Demain ».

Mon article a bien été publié dans le courrier des lecteurs, mais tronqué d'une de ses parties essentielles.

Je suis de ceux qui ne croient pas « aux larmes de crocodile ».

Condamner le crime russe en Hongrie tout en gardant le silence sur les crimes français « outremer » me semble d'une hypocrisie sans nom.

En retranchant de mon article la partie qui a précisément trait aux problèmes d'Algérie et de Suez, consciemment ou non, la rédaction de « Demain » lui enlevait une partie importante de sa signification.

En plus de cette... omission, « De main » éprouve le besoin de me présenter comme un ancien (sic) militant anarcho-syndicaliste.

Dans l'extrême confusion des idées qui caractérise la période que nous traversons, il n'est pas mauvais de préciser les positions.

Je crois être resté fidèle aux principes de l'anarcho-syndicalisme à partir du moment où je continue à considérer l'Etat (quelle que soit sa forme) comme un instrument de domination et d'exploitation avec lequel les seuls rapports possibles soient des rapports de force.

Il va sans dire qu'une telle prise de position m'interdit de participer, de quelque manière que ce soit, à une entreprise qui s'assignerait la « prise du pouvoir » comme objectif.

Autrement dit : Je ne serai jamais le militant d'un parti politique quel qu'il soit.

Ceci me dispense de répondre plus précisément aux inepties de « l'Express » qui a cru déceler dans l'effort de clarification tenté par des militants ou-

vriers de toutes tendances, une tentative de constituer en France un communisme national (sic).

Je voudrais, en terminant, bien préciser, à l'intention de contradicteurs (pas toujours de bonne foi) que si je m'interdis de militer dans un parti politique, je ne m'interdis pas, pour autant, de prendre position sur les problèmes politiques qui mettent en cause les intérêts ouvriers.

C'est ainsi, par exemple, que je pense avoir le droit de considérer « la campagne d'Egypte » comme une énorme bêtise politique, et que ceux qui ont organisé ou approuvé l'enlèvement par la D.S.T. des chefs du F.L.N. sont mal venus de protester contre l'enlèvement par la guépéou de Nagy.

Et maintenant voici le texte intégral de l'article que j'avais adressé à Demain :

Solution de facilité ?

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'interview de Denis Forestier, Secrétaire général du S.N.I., publié, ici même, dernièrement.

Pourquoi ne pas l'avouer ?... L'absence des Enseignants est durement ressentie par le syndicalisme confédéré.

Il est certain, par exemple, que la présence des enseignants au dernier congrès confédéral de la C.G.T.-F.O. aurait été déterminante, et que la demi-victoire remportée sur Bothereau, par ceux qui, au sein de la C.G.T.-F.O. « épousent les querelles des gouvernements, instruments des entreprises impérialistes » aurait été impossible.

Il serait parfaitement vain d'utiliser les tragiques événements internationaux actuels, pour tenter de justifier nos prises de positions antérieures.

Il est, par contre, urgent d'engager le dialogue entre militants syndicalistes, afin de préparer les indispensables regroupements que la logique et l'intérêt ouvrier commandent.

Les instituteurs ont eu raison de refuser le faux parallélisme que l'on a tenté d'établir entre Suez et Budapest.

Le peuple égyptien, ni le peuple français, ne sont engagés par l'action de leurs gouvernements respectifs.

Pas plus d'ailleurs que le peuple français et le peuple russe ne sont engagés par la politique colonialiste poursuivie par leurs gouvernements en Algérie ou en Hongrie.

Il est possible d'établir un parallélisme entre la lutte du peuple algérien et celle du peuple hongrois. Le drame hongrois et le drame algérien sont de même nature.

Le fait que Guy Mollet soit provisoirement Président du Conseil n'y change rien, et ne saurait en tout cas justifier un silence prudent sur ce qui se passe en Algérie. (Partie censurée par « Demain »).

L'affirmation de Bothereau selon laquelle « le syndicalisme des Enseignants repose uniquement sur des intérêts catégoriels » peut sembler injuste à Forestier. Il n'en demeure pas moins vrai (et Forestier sera sûrement d'accord avec nous) qu'il n'est de véritable syndicalisme que confédéré et que le maintien de l'autonomie syndicale conduit inéluctablement au corporatisme.

Par contre, je crois pouvoir affirmer que Forestier se trompe lourdement lorsqu'il parle de la scission de 1947 comme d'une « solution brutale mais facile ».

La scission de 1947 a eu lieu parce que nous étions quelques-uns, authentiques militants ouvriers, qui nous étions efforcés de ne jamais « oublier les

campes de concentration, les pendaisons de Budapest, le crime de Prague ».

Je ne voudrais faire de peine à personne, mais il me semble singulièrement plus facile, de dénoncer dix ans après, l'idole déchu, que d'agir brutalement, en 1947, pour mettre un terme à la subversion des syndicats par les stalinien.

Ceci dit, il n'en reste pas moins vrai qu'il n'est nullement question de « poser le problème du regroupement syndical comme l'entrée dans une maison qui nous ouvre ses portes ».

La C.G.T.-F.O. existe et sa faiblesse — nos adversaires le savent bien — est plus apparente que réelle (les grands mouvements sociaux de 1953 et de 1955 n'ont été possibles que grâce à la participation active des militants F.O.).

Il existe à côté de la C.G.T.-F.O. des syndicats et des Fédérations de syndicats (voire même une confédération) dont les objectifs et le programme ne sont pas tellement éloignés des nôtres.

Il devrait être possible de regrouper toutes ces organisations dans une seule Confédération.

Je reste, est-il besoin de le préciser, très attaché à la C.G.T.-F.O. qui, malgré ses défauts, a depuis 1947 affirmé seule la pérennité du mouvement syndical tel que l'avaient défini, il y a cinquante ans, les auteurs de la Charte d'Amiens.

Cela ne m'empêche pas de considérer comme souhaitable la tenue d'un Congrès de fusion même s'il devait aboutir à un changement de titre et à des modifications dans la composition des organismes qui gèrent actuellement la C.G.T.-F.O.

Il faut isoler ceux qui se réclament d'un syndicalisme confessionnel, étranger aux traditions ouvrières, et qui n'a pu prospérer qu'en jouant sur les équivoques nées des scissions qui ont affecté notre mouvement syndical.

Il faut également isoler les stalinien avec ou sans Staline qui ne sont, en définitif, que les hommes à tout faire de l'impérialisme russe.

Le regroupement des forces éparses du véritable syndicalisme serait un facteur de clarification.

Il redonnerait des raisons d'espérer aux travailleurs désemparés par la trahison des politiciens du syndicalisme.

Il n'y a donc pas une minute à perdre.

A. HEBERT.

Dans la Hongrie de Kadar, l'internement dans les camps de concentration est limité à six mois.

Dans l'Algérie de Lacoste, il est d'une durée indéfinie.

L'HOMME DE GAUCHE DEVANT LA GUERRE ⁽¹⁾

aux 19^e et 20^e siècles

1^o De 1815 à 1852 : L'homme de gauche se regarde comme l'héritier de 92, il tient pour la France des « frontières naturelles » de la Convention, il exalte non seulement la gloire des armées de la Révolution, mais aussi celle de la Grande Armée napoléonienne. Il accepterait aisément la guerre pour la conquête des frontières naturelles et aussi pour la défense des nationalités opprimées (surtout la polonaise).

Représentatifs de cette tendance : le général Foy, Armand Carrel, Louis Blanc.

2^o Sous le 2^e empire de 1852 à 1870 (surtout vers 1860) l'homme de gauche est à bloc contre la guerre offensive de conquête, et à bloc pour la guerre défensive, la défense du sol sacré de la patrie. Il approuve aussi les guerres de libération des peuples opprimés (guerre d'Italie de 1860). — (Seul le petit groupe des adeptes de la 1^{re} Internationale est tout à fait pacifiste). — Représentatifs de cette époque : Erckmann-Chatrian et aussi le Leconte de Lisle « Soir d'une bataille ».

3^o Pendant la guerre de 70 : L'homme de gauche se refuse à accepter la défaite, cette prise de position s'incarne dans le jusqu'aboutisme de Gambetta et dans l'opposition de certains membres de la Commune au « défaitisme » des royalistes et conservateurs.

4^o De 1870 à 1914 : Les tendances de 1860-1870 vont se continuer, s'épanouir dans le patriotisme de l'homme de gauche qui garde les regards fixés sur « la ligne bleue des Vosges », il attend la revanche, la prépare : Gambetta « pensons-y toujours n'en parlons jamais ». Clémenceau est lui aussi très représentatif de cette période lui qui est opposé à toute guerre coloniale non pour des raisons humanitaires, mais parce qu'elle nous brouillerait avec les Anglais (Egypte 1832, Fachoda 1896).

Pourtant à la fin de cette période le pacifisme l'emporte à l'extrême gauche chez les S.F.I.O. et surtout chez les syndicalistes révolutionnaires. C'est un pacifisme nuancé qui va de l'« Armée Nouvelle » de Jaurès au pacifisme en principe intégral des syndicalistes révolutionnaires.

5^o Pendant la guerre de 14-18 : Jaurès assassiné, une grande vague de patriotisme déferle sur la gauche l'emportant à de très rares exceptions près (chez les syndicalistes d'ailleurs). Il faut attendre l'expérience du front pour que dans les tranchées et à l'arrière une adhésion de plus en plus nombreuse avec les années aille aux idées exprimées dans « Au-dessus de la mêlée » de Romain Rolland, puis dans le « Feu » de Barbusse, puis à l'approbation par certains des tentatives de Kienthal et de Zimmerwald, mais pour la grande majorité au moins à l'arrière (« les civils ont tenu ») cela ne va pas jusqu'au défaitisme et quand Clémenceau arrive au pouvoir et lance son « je fais la guerre » il est suivi par l'opinion publique dans son ensemble. Cela ne diminuant en rien le courageux mérite des opposants. En tous cas sur le plan parlementaire le pacifisme n'aura nullement entraîné les radicaux et relativement peu la S.F.I.O. Quant au combattant à partir de 16 et de plus en plus à mesure que cela dure il est dégonflé, ce qui culminera au moment des mutineries de 1917.

6^o Entre les 2 guerres : L'homme de gauche est pacifiste, même le radical dans la grande majorité des cas. Evidemment ce pacifisme est plus ou moins total. Mais il y a de très nombreux adeptes du pacifisme intégral : Refus de participer aux exercices de défense passive, « Mieux vaut la servitude que

la guerre ». Refus de « Mourir pour Dantzig ». Cette attitude d'une certaine gauche se concrétisera dès l'ouverture des hostilités par le tract « Paix immédiate ». Par ailleurs, les soldats de la « drôle de guerre » étaient dans l'ensemble très dégoûtés.

7^o Sous l'occupation : L'homme de gauche sauf quelques exceptions redevient patriote, l'arrivée au pouvoir de Pétain et de la droite Action Française contribue à le dresser contre la collaboration, en outre l'attaque de l'U.R.S.S. par Hitler transforme comme par un coup de baguette magique les communistes en hyperpatriotes. Le maquis ne sera pas formé uniquement certes de l'homme de gauche mais avec l'appoint des communistes ; ils y seront en majorité.

8^o Depuis 1946 : Chose curieuse la question n'est pratiquement pas posée. Disons d'abord pour n'en plus parler que les communistes qui ne soutiennent en réalité que les intérêts de l'U.R.S.S. se prétendent pacifistes et font une grande propagande pacifiste : appel dit de Stockholm.

L'homme de gauche non communiste est certes pacifiste mais c'est surtout par anticolonialisme et horreur de l'aventure : il condamnera donc plus ou moins la guerre d'Indochine, la répression en Algérie, l'expédition d'Egypte ; mais le pacifisme intégral n'a plus d'adeptes, tous sont résolus à défendre contre le communisme de l'U.R.S.S. la cause de la liberté même au prix d'une guerre mondiale. Cette fois la formule serait « plutôt la guerre que la servitude ». Et cette guerre il ne suffit plus de la subir au dernier moment, dans un coup de désespoir il faut la préparer par une alliance militaire et la constitution d'un armement dont l'efficacité donne à réfléchir aux dirigeants de l'U.R.S.S. A l'extrême pointe de cette tendance il y aurait peut-être même (ou plus exactement il y a eu vers 50) des adeptes de la guerre préventive, mais on pourrait les compter sur les doigts de la main. En tous cas le pacifisme intégral est bien mort, les communistes l'ont tué.

J. L.

(1) Le camarade, ancien combattant de 1914, qui nous envoie ces notes prétend simplement ouvrir le débat. A nos lecteurs de dire s'il est utile de le développer. — N.D.L.R.

...et voici le dictionnaire « Canard »

Un dictionnaire qui ne contient que des bons mots, ainsi se présente le « DICTIONNAIRE CANARD » rédigé par Henri Jeanson et l'équipe encyclopédique du « Canard enchaîné ». Voici quelques définitions proposées par cet ouvrage qui vient de paraître :

ADULTERE : Surmenage à trois.

COBAYE : Des témoins qui sont excusables quand ils se rétractent.

EMBAUMEUR : N.m. Maquilleur de blêmes.

GAGES : C'est le mois de Marie.

LIBERTES : Ne s'écrit plus qu'au pluriel, ce qui permet d'en oublier quelques-unes.

NIL MEDIUM EST : Expression latin traduisant l'influence de la Russie en Egypte.

RAJK : Premier de cordée.

VATEL : Fut enlevé par une lame alors qu'on attendait la marée.

Et quelques autres moins avouables !

Ce dictionnaire, bourré d'anecdotes, de poèmes, de citations curieuses, est accompagné d'une HISTOIRE DES ROIS DU PETROLE fort utile pour la compréhension des événements actuels. (150 francs).

PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL A LA CHAINE

1. Ne croire vrai que ce qui soit évidemment tel
2. Diviser les difficultés en autant de parcelles possibles.
3. Conduire ses pensées par ordre du simple ou composé.
4. Faire des dénombrements si entiers qu'on soit sûr de ne rien omettre.

DESCARTES.

Des études ont déjà été faites sur le comportement des ouvriers sur une chaîne. Ainsi l'ingénieur Hultsch, qui travailla sur une chaîne chez Ford, ou encore les deux psychotechniciens A. Gemelli et A. Galli, dont l'expérience a été réalisée dans un laboratoire. Les ingénieurs comme Samain et Danty Lafrance qui en ont parlé en observatoire. Les ingénieurs comme Samain et Danty Lafrance qui en ont parlé en observatoire. Les ingénieurs comme Samain et Danty Lafrance qui en ont parlé en observatoire.

Le travail à la chaîne dans l'esprit populaire est synonyme d'exploitation à outrance, de fatigue et de surmenage chronique pour l'ouvrier.

Que pensent les travailleurs qui y sont astreints ? Quelles sont leurs réactions ? C'est le sujet de cette étude, bien modeste d'un ouvrier qui partage les joies et les peines de ses camarades de travail et qui tente d'échapper à l'abrutissement industriel.

Nos observations et expériences ont été réalisées dans une importante usine de la banlieue parisienne, comptant plus de 3.500 ouvriers et ouvrières. Plusieurs chaînes existent, d'autres sont en cours de montage ; l'étude ne porte que sur un atelier avec même fabrication pour faciliter les comparaisons.

Nous n'avons pas employé la méthode du questionnaire, car nous jugeons plus sincères les propos rapportés en des conversations ordinaires.

Notre travail a été facilité par la confiance du personnel pour un camarade qui fut trois années délégué ouvrier et secrétaire de la section syndicale C.G.T. de l'usine.

Les mêmes questions ont été posées à trois reprises, deux ouvrières seulement ont modifié leurs réponses.

Les idées, émises par les ouvriers de cette usine caractérisent certainement l'état d'esprit de tous ceux qui travaillent sur une chaîne, car dans toutes les usines où le travail a été instauré, les ouvriers s'élèvent contre les cadences de travail et en 1936 sur tous les cahiers de revendications, on réclamait un ralentissement des cadences favorable à la santé des travailleurs.

INTRODUCTION

Le travail à la chaîne est une application de l'évolution des techniques et de la division du travail poussées à l'extrême limite où l'homme et la machine deviennent des automates.

L'ingénieur n'a qu'un but, augmenter la production et faire baisser les prix de revient.

Le philosophe étudie les effets des méthodes modernes de travail sur l'évolution des sociétés, il recherche les moyens d'échapper à une civilisation essentiellement mécanique qui étouffe toute pensée libre.

L'architecte, lui aussi s'intéresse au travail industriel, il veut construire des usines accueillantes, aux dispositions harmonieuses avec un éclairage optimum des ateliers.

Le médecin pénètre dans l'usine pour chercher les causes pathologiques de certaines maladies dites professionnelles qui provoquent chez les travailleurs astreints à un travail industriel intensif une forte mortalité.

Le militant syndicaliste subit, comme ses camarades de travail, l'exploitation capitaliste à l'usine, il lutte pour une organisation rationnelle des entreprises gérées directement par les producteurs eux-mêmes.

Toute notre vie est imprégnée de la vitesse et du rythme. Charlie Chaplin dans son film « Les Temps modernes » a montré avec humour, la vie industrielle qui nous transforme en des êtres mécanisés.

Quel étonnement aurait aujourd'hui Adam Smith, qui étudia en 1775 la division du travail, dans son célèbre ouvrage « Recherche sur la nature et les causes de la richesse des Nations » !

Les plus grandes améliorations dans la puissance productive du travail et dans une large mesure de l'habileté, l'adresse et l'intelligence avec lesquelles il est dirigé ou appliqué, dépendent de la division du travail. Un ouvrier tire le fil de la bobine, un autre la dresse, un troisième coupe, un quatrième empoigne, un cinquième est employé à énoûder le bout qui doit recevoir la tête : objet de deux ou trois opérations séparées — c'est même un métier distinct que de piquer les papiers et d'y bouter les épingles. La fabrication d'une épingle est divisée en dix-huit opérations.

Adam Smith était émerveillé par la fabrication des épingles. Aujourd'hui son étonnement serait grand en voyant le montage d'une jeep, en moins de 3 minutes et en connaissant l'histoire des abattoirs de Chicago contée par l'auteur américain Upton Sinclair, dans son ouvrage « Les Empoisonneurs de Chicago ».

Condorcet, en 1794, pourchassé par les tribunaux révolutionnaires, écrivait chez une amie qui lui avait donné asile son « Esquisse d'un tableau historique du progrès de l'esprit humain ». Il considérait que le progrès humain était dû à la division du travail.

« On s'aperçut que l'industrie d'un individu se perfectionnait davantage lorsqu'elle s'exerçait sur moins d'objets, que la main exécutait avec plus de promptitude et de précision un plus petit nombre de mouvements quand une longue habitude les lui avait rendus plus familiers, qu'il fallait moins d'intelligence pour faire un ouvrage quand on l'avait souvent répété ».

Aujourd'hui la division des tâches est poussée si loin que des industries qu'on pouvait considérer comme artisanales, n'y échappent pas.

Travail à la chaîne dans l'alimentation : biscuiterie, conserves, boulangerie, pâtisserie ; habillement, vêtements, couture, chaussures ; bâtiment, éléments pré-fabriqués en usine, montage en séries. L'imagination du public est frappée par l'industrie de l'automobile : 2 minutes 30, pour monter et faire rouler une 4 CV. Renault.

Une industrie, comme celle de l'horlogerie qui demande tant de soin et de précision, connaît aussi la division du travail, 1.400 opérations d'usinage pour 130 pièces et avec 30 opérations, le montage est terminé en 22 minutes.

Ce ne sont pas les définitions qui manquent pour désigner cette méthode de production issue de la division du travail. Un écrivain pour être de son époque parla « d'atomisation du travail », travail roulant, transporteur, travail parcellaire, mais la formule « travail à la chaîne » est la plus répandue dans le public français ; s'il n'y avait pas l'idée de cadence rapide, de contrainte dans le travail, elle serait juste, tous les postes de travail sur une chaîne n'en sont que les maillons.

Les Anglais emploient le mot « convoyer ». Certains ingénieurs américains disent « repitit Work », la définition la meilleure semble être celle des Allemands : « Fließarbeit », travail s'écoulant devant les ouvriers.

Le convoyeur a été construit pour réduire les temps de manutention ce qui a entraîné une diminution des pièces stockées, une économie de l'outillage. Il est inutile de fournir une caisse entière d'outils à chaque ouvrier ; à chaque poste de travail il ne sera donné que les outils nécessaires à l'exécution du travail. Réduction du personnel employé chargé de la comptabilité des bons de travail et du personnel de maîtrise.

Le travail au convoyeur est la réalisation rationnelle d'un planning de fabrication en considérant que le planning est un plan de travail dont les deux principaux buts sont :

- a) le déroulement chronologique d'une production ;
- b) l'utilisation d'une machine ou la répartition du travail entre la main-d'œuvre.

Tel le fleuve qui ne remonte jamais à sa source, la production à la chaîne ne doit pas retourner en arrière. Les chaînes annexes de pièces détachées vont en temps voulu alimenter la chaîne de montage.

Le rôle d'une bonne organisation industrielle est de faire disparaître les temps improductifs. Même sans travail à la chaîne, une bonne disposition des ateliers et l'emploi judicieux de l'outillage peuvent suffire ; que le transporteur de produits à fabriquer remplisse son rôle d'amener devant les ouvriers la matière à œuvrer, c'est normal, mais qu'il remplisse le rôle d'accélérateur, d'entraîneur pour imposer une cadence de travail sans base scientifique, entraînant les hommes tels des lévriers sur un cynodrome courant après le lapin empaillé, c'est contre cela que les militants syndicalistes et les physiologistes s'élèvent.

Il est incontestable qu'il y a opposition entre les sciences de l'homme et le machinisme dans toutes les activités industrielles, et le Dr. Carrel déclarait avec juste raison « que l'attention de l'humanité doit se porter des machines et du monde physique sur le corps et l'esprit de l'homme ». Dans l'organisation du travail industriel, l'influence de l'usine sur l'état physiologique et mental des ouvriers a été complètement négligée. La production s'est développée sans idée de la nature vraie des êtres humains qui conduisent les machines et sans se préoccuper de ce que produit sur eux et sur leurs descendants la vie artificielle imposée par l'usine.

Le travail à la chaîne impose un rythme uniforme à tous les participants, alors que chaque indi-

vidu a son rythme à lui, et un rythme collectif crée une fatigue générale.

La chaîne impose une allure uniforme toute la journée, alors que la fatigue oblige le travailleur à ralentir la sienne vers la fin du travail. Dans une journée, la production n'est pas rectiligne, mais suit une courbe rapide et soutenue dans les premières heures de la journée pour s'abaisser vers la fin. Chaque ouvrier sur la chaîne, dans une certaine mesure garde sa personnalité, le rythme collectif de la chaîne est antinaturel, car il oblige les individus travaillant sur une chaîne à adapter leur rythme individuel à celui établi par les bureaux d'étude.

LA CHAÎNE

Dans un atelier de plus de cent mètres de long sur une largeur de vingt mètres, avec des fenêtres de chaque côté qui couvrent la presque totalité des murs et comme plafond une verrière, l'éclairage est parfait, mais présente un inconvénient, celui de la chaleur en été, qui s'ajoute à celle des fourneaux pour le chauffage des fers à souder. La température inconfortable considérablement le personnel travaillant dans cet atelier ; la température aux mois de juillet et d'août varie entre 30 et 40 degrés. Depuis plusieurs années un système d'aspiration est à l'étude pour permettre aux ouvriers et ouvrières de travailler dans une atmosphère plus saine par l'évacuation des fumées, des vapeurs d'acide et de la chaleur.

En attendant cette aspiration, le personnel touche une prime d'insalubrité de 5 fr. de l'heure qui est en somme un sursalaire, alors qu'il aurait été normal que cette prime permette de réduire le temps de travail hebdomadaire.

La chaîne est composée d'un établi d'une longueur de 80 mètres, d'une largeur de 0 m. 60 et d'une hauteur de 0 m. 85 avec un tapis d'acier d'une largeur de 0 m. 35, tiré par un moteur de 2 CV. et passant sous l'établi. A l'autre extrémité, il est porté par un tambour. Le tapis est divisé en cases par des traits et chaque trait sert de repère au magasinier qui pose les boîtes de pièces détachées. Ces traits sont rouges, bleus, ou blancs suivant les cadences.

De chaque côté de la chaîne se trouvent des établis dont la longueur est de 1 m. 30 et la largeur de 0 m. 65, l'espace entre deux établis est de 0 m. 90. Les établis sont disposés dans le même sens.

LE TRAVAIL

Le travail de la soudure est exécuté avec des fers à souder en cuivre, comme ceux des couvreurs. Le poids des fers est variable suivant le travail à exécuter. Les fers employés qui pèsent de 1 kg. à 1 kg. 200, sont forgés par trois ouvriers, et toutes les quatre heures, changés et reforgés. La soudure est composée de 60 % d'étain et de 40 % de plomb.

Le plomb fond à 335° et l'étain à 228°, le point de fusion de la soudure ainsi préparée se situe entre les points de fusion des deux métaux composants.

Selon les postes de travail, dans une journée, un ouvrier soude 140 mètres et le poids de la soudure est de 4 kg. 750, un autre ouvrier 130 mètres, le poids de soudure étant de 3 kg. 300.

Le temps des opérations de montage est variable suivant les cadences.

On avait établi un minimum pour une cadence de travail sur une chaîne, une cadence de 1' 25" fut établie. Ce fut un échec ; à la moindre difficulté dans le travail, l'ouvrier se trouvait en retard.

Pendant les périodes de chômage et aussi par manque de matières premières, la cadence est de quatre minutes.

A la suite des grèves de juin 1936, sur la demande des grévistes, la Direction augmenta la durée de chaque opération de 5 %.

Le nombre effectif de minutes de travail, par exemple pour une journée de huit heures est de : $8 \text{ h.} \times 60' = 480' - 10' \text{ (5' le matin et 5' à la reprise du travail l'après-midi)} = 470'$.

Pour permettre la chauffe des fers, les fourneaux sont allumés cinq minutes avant le début du travail par un manoeuvre désigné à cet effet. La mise en route de la chaîne est faite cinq minutes après l'horaire réglementaire du travail, pour permettre aux ouvriers soudeurs de nettoyer et limer leurs fers qui s'encrassent, et s'ils restent trop longtemps dans les fourneaux à une forte chaleur, se brûlent, c'est-à-dire que l'étain de la soudure, forme avec le cuivre des fers, du bronze qui par la suite, gêne la bonne exécution du travail (c'est pour cette raison que dans la journée dix minutes sont déduites du temps global de travail).

OPERATIONS DE MONTAGE DE LA CADENCE 2 MINUTES

A cette cadence, le personnel est composé de 31 hommes et 16 femmes, plus deux moniteurs et deux monitrices qui sont chargés de faire les remplacements pendant les pauses, deux chefs d'équipe surveillent la fabrication.

Dans une fabrication, il y a une limite à la division du travail, en raison des difficultés de montage. Ainsi sur cette chaîne des postes sont doubles ou triples.

Un poste est triple : 6A, 6B, 6E ; quatre sont doubles : 29A, 29B ; 30A, 30B ; GA, GB ; 37A, 37B.

Deux postes sont prévus pour le contrôle de la fabrication, les deux ouvriers contrôleurs possèdent un stock d'appareils en état de marche, ils sont chargés d'éliminer les malfaçons et de remplacer les appareils retirés de la chaîne, par des appareils des stocks. Les appareils sont réparés en dehors de la chaîne et rejoignent après réparation les stocks des contrôleurs.

OPERATIONS ELEMENTAIRES DU TRAVAIL

Un ouvrier sur la chaîne, tente de réduire ses gestes au minimum pour gagner du temps, par exemple sur les postes 6A, 6B, 6C, chaque ouvrier ne travaille que sur dix appareils, le nombre de gestes en 6 minutes est de 62, soit 620 gestes à l'heure.

Au poste 10, l'ouvrière en 2 minutes accomplit 47 gestes sur 30 appareils, soit 1.410 gestes dans l'heure.

Une autre ouvrière qui goupille des bielles, pose en une heure 120 rondelles et 120 goupilles en travaillant des deux mains ; elle accomplit 11 gestes, quatre de la main gauche et sept de la main droite.

PAUSES DE REPOS

Toutes les 90 minutes et à tour de rôle, les ouvriers ont une pause de 7 minutes 30, et la chauffe des fers ne permettant pas l'arrêt total de la chaîne en même temps, des ouvriers et ouvrières nommés moniteurs ou monitrices connaissant un grand nombre de postes assurent les remplacements pendant les pauses.

Deux signaux lumineux, l'un vert, l'autre rouge, indiquent aux moniteurs le moment de changer de poste de travail. Si par exemple un jour le moniteur a commencé ses pauses au poste 3, puis CA, 6B, 8A, 20, 21, 18, 15, 8B, 4, le lendemain, il commencera les pauses par le 6A pour finir par le poste 3, de façon que les ouvriers n'aient pas toujours leurs pauses trop tôt ou trop tard.

L'organisation des pauses est mauvaise, le premier ouvrier ayant sa première pause beaucoup

trop tôt, environ 10 minutes après le début du travail et le dernier 15 minutes avant l'arrêt du travail.

En plus des moniteurs de pause, il existe des moniteurs généraux, qui sont des ouvriers et des ouvrières chargés d'assurer les remplacements en cas d'absence du titulaire du poste en temps normal ; ils assurent la réparation de la chaîne ou travaillent aux pièces.

Le travail du moniteur est ingrat, toutes les 7 minutes et demie, il est obligé de changer de poste de travail. S'il subit un retard involontaire, il entend les reproches de l'ouvrier suivant dont il réduit le temps de pause. Aussi, malgré un salaire supérieur, a-t-on quelque peine à recruter des moniteurs connaissant plusieurs postes.

Il est plus difficile encore de recruter des moniteurs généraux travaillant aux pièces que l'on vient chercher pour effectuer un remplacement à la chaîne à n'importe quelle heure de la journée. Un arrêt de travail en pleine action « casse » la cadence de travail.

Au moment de l'installation de la chaîne, la presque totalité des ouvriers spécialisés avaient au moins 5 années de travail dans l'atelier. Quelques-uns valaient de bons professionnels, avec cette différence qu'ils ignoraient le dessin et le traçage, et qu'ils ne pouvaient exécuter des travaux d'étude sur plan.

MUTATIONS PROFESSIONNELLES

Avec l'instauration de la semaine de 40 heures en décembre 1936, la chaîne avait été rallongée pour augmenter la production mais les dangers de guerre ralentirent les commandes et le chômage partiel apparut en 1937. Des semaines de 32 heures entraînèrent des déclassements de qualification professionnelle. Des ouvriers qualifiés remplacèrent des ouvriers spécialisés qui étaient déclassés à leur tour. En une seule semaine 45 furent licenciés. La Direction de l'usine, cherchait à conserver les soudeurs dans l'espoir d'une reprise économique.

La crise économique de 1930 avait amené à l'usine des ouvriers qualifiés dont les professions étaient les plus diverses et à chaque reprise de travail dans leur profession, ces ouvriers quittèrent la chaîne.

Voici le détail par profession :

Orfèvres et bijoutiers (5) : 2 retournés dans leur métier, 1 passé au service « Radio » devenu depuis chef d'équipe, 2 travaillent encore à la chaîne, les 3 derniers ont été chômeurs à la fin de leur apprentissage.

Horloger : 1, passé au service électrique.

Electricien : 1, parti à la S.N.C.F. dans son métier.

Garçon d'hôtel : 1, parti à la campagne.

Bâtiment (2) : 1 gestionnaire d'un centre d'apprentissage, l'autre retourné dans la construction.

Peintre : 1, travaille à la campagne dans son métier.

Bouchers : 2, ont repris leur profession.

Photographe : 1, gérant d'un vini-prix.

Pâtisseries (2) : 1, passé au service « télévision » s'est spécialisé dans les études de radio, l'autre après avoir passé par un centre de formation accélérée est employé comme ajusteur.

Mineurs : 2, retournés à la mine, pour garder leurs droits à la retraite.

Tourneur-repousseur : 1, dans une usine d'aviation comme décolleteur.

Ebéniste : 1, établi depuis comme maraîcher en banlieue.

Plombier : 1, passé au service de l'entretien de l'usine.

Ferblantier : 1, employé comme régleur de tours automatiques au service décolletage.

Deux jeunes embauchés en 1939, pour remplacer les mobilisés possèdent leur brevet élémentaire,

l'un est employé comme pointeau dans un atelier, l'autre occupe une situation équivalente à la Sécurité Sociale.

Deux femmes sont venues travailler sur la chaîne pour payer leurs cours de sténo-dactylos.

Donc à une certaine époque, on trouvait plus de 20 professionnels, de métiers les plus divers. A la première occasion, ils quittèrent la chaîne. Ce ne sont donc pas des travailleurs « inférieurs » comme certains le disent.

Depuis la libération, un grand nombre d'ouvriers et d'ouvrières passèrent sur la chaîne sans y rester. Du 11 octobre 1946 au 28 octobre 1947, 97 personnes dans une équipe de formation quittèrent l'usine pour des raisons diverses.

APPRENTISSAGE

Au début, l'apprentissage des ouvriers se faisait dans un petit atelier, sur une chaîne de 3 mètres de long, à la cadence de la grande, ce qui permettait de se rendre compte du rendement de l'ouvrier et évitait les difficultés de l'adaptation future.

Par la suite l'apprentissage d'un poste fut fait directement sur la chaîne, sur les conseils d'un moniteur ou encore de l'ouvrier occupant ce poste. Cette méthode n'est avantageuse que pour la Direction de l'usine. L'ouvrier tout en travaillant indique verbalement à l'apprenti, le travail qu'il devra exécuter ; ensuite l'apprenti prend la place et inévitablement au bout d'un ou deux appareils, il se trouve en retard sur la cadence. Le démonstrateur reprend la place au travail, tente de combler le retard, donc effort désordonné et énerve-ment ; il faut tenir compte de la surface réduite de l'aire de travail.

Par le manque d'adaptation, l'ouvrier voulant aller vite ne fait pas le travail dans les règles de l'art, ne le soigne pas, il ne voit qu'une chose, suivre la cadence ; le résultat, c'est que les deux postes de contrôle se trouvent débordés par la mauvaise fabrication.

Pour palier à ces inconvénients de l'apprentissage direct sur la chaîne, un moniteur général indique verbalement à l'apprenti le travail à faire. Puis l'apprenti prend la place de travail, mais au lieu d'accomplir toutes les opérations élémentaires du poste, il n'en accomplit qu'un petit nombre, le moniteur général terminant les opérations et augmente graduellement l'importance du travail de l'apprenti.

La durée de l'apprentissage dépend de la rapidité d'assimilation de l'apprenti. La qualité du travail n'est pas toujours en rapport avec la vitesse.

Un moniteur général fut chargé de montrer à une ouvrière le travail d'un poste qui demande au début de l'attention. Il décompose les gestes, vainement pendant quatre jours. L'ouvrière n'avait rien compris, elle s'énerve, tapait des pieds et retournait tout sur l'établi. Il fallut la remplacer par une autre ouvrière, une jeune fille de 17 ans qui, au bout d'une journée, suivait la chaîne. Mais la première ouvrière donna entièrement satisfaction à un autre poste.

Un apprentissage trop rapide à la chaîne aboutit souvent à un travail de qualité médiocre et à une diminution de la production.

A la remise en fabrication des appareils en juillet 1945, des ouvriers refusèrent de retourner travailler sur la chaîne. Le travail leur paraissait déjà trop dur avant guerre avec une alimentation abondante ; la Direction eut recours à des manœuvres qui furent mis au courant par les ouvriers — réfractaires — du travail à la chaîne. On voulait démontrer qu'il ne fallait pas une semaine pour faire un soudeur sur la chaîne, alors que les délégués ouvriers considéraient qu'il fallait un minimum de trois mois. Une équipe de formation fut créée pour l'apprentissage des soudeurs. Cette pre-

mière journée fut un véritable massacre, le soir le compte d'appareils n'y était pas, la fabrication était défectueuse, les deux postes de contrôle étaient débordés, plus de 50 % des appareils, éliminés de la chaîne. Pour éviter l'arrêt de cette dernière, trois moniteurs généraux et deux chefs d'équipe, réparèrent le plus rapidement possible pour boucher les vides sur le tapis.

CE QU'EN PENSENT LES OUVRIERS PROFESSIONNELS

Sur quinze ouvriers professionnels dont l'âge va de 28 à 63 ans et l'ancienneté à l'entreprise de 12 à 40 ans, ayant travaillé sur la chaîne, tous sauf un répondent : « La chaîne est un instrument d'abrutissement ». Ils préfèrent quitter l'usine que retourner à la chaîne.

Un ouvrier déclare : « La chaîne a été pour moi une vraie hantise ; j'ai passé des nuits blanches. J'aurais bien voulu connaître un moyen pour la faire sauter ou la bloquer ».

Un autre considère le problème de la manière suivante : « Nous perdons notre personnalité, on ne nous demande qu'à exécuter les mêmes gestes toutes les deux minutes. C'est contraire à notre travail d'ouvrier qui est de penser, de réfléchir, afin d'exécuter notre tâche.

Le seul professionnel que le travail à la chaîne ne dérange pas, c'est celui qui veut être tranquille, ne pas se casser la tête, et ne pas attendre les pièces.

...ET LES OUVRIERS SPECIALISES

Dans la catégorie des ouvriers spécialisés, les avis sont partagés sur la question du travail à la chaîne. 11 ouvriers sont pour et 18 contre, pour les motifs les plus variés. 2 ouvriers qui ne prennent pas position, le travail à la chaîne leur étant complètement indifférent.

L'effectif de ces 31 ouvriers se répartit selon l'âge de la façon suivante : de 20 à 30 ans, 13 ; de 30 à 40 ans, 12 ; de 40 à 50 ans, 5 ; de 50 à 60 ans, 1.

L'âge n'a aucune influence sur le choix entre le travail libre et le travail à la chaîne, c'est donc le tempérament de chaque individu qui détermine son choix. Le classement par âge donne les résultats suivants d'ouvriers « pour », « contre » et indifférents :

De 20 à 30 ans : pour, 5 ; contre, 7 ; indif., 1. Total : 13.

De 30 à 40 ans : pour, 3 ; contre, 8 ; indif., 1. Total : 12.

De 40 à 50 ans : pour, 2 ; contre, 3 ; indif., 0. Total : 5.

De 50 à 60 ans : pour, 1 ; contre, 0 ; indif., 0. Total : 1.

A ceux qui viennent des milieux ruraux le travail au convoyeur paraît moins pénible que celui des champs, malgré les difficultés d'adaptation à la cadence, au bruit, le changement de milieu. Les 6 jeunes venant de la campagne sont pour le travail au convoyeur.

Un ouvrier, originaire de Rennes, ne voit aucune comparaison entre le travail au convoyeur et celui des champs. Il préfère lui aussi la chaîne, mais il trouve que la journée est longue et monotone.

Un fils de vigneron du Gard est venu à Paris pensant que dans la capitale, la vie est facile ; il fut complètement désillusionné, ses impressions sont celles de ses camarades venant de la campagne. « Ce que je trouve intéressant, c'est d'avoir malgré tout du repos, alors qu'à la ferme, il y a toujours quelque chose à faire. Je m'ennuie au poste où je suis sur la chaîne, je voudrais gagner davantage et changer de poste. Si je n'ai pas satisfaction, je m'en irai ».

Aux premiers jours ensoleillés du printemps, nos jeunes agriculteurs ont quitté la chaîne. Un Morvandiau se dirigea vers l'Electricité de France pour

gagner une retraite ; le Normand entra aux P.T.T. et le Breton, sans se préoccuper des heures de présence au travail, entra chez un brasseur comme livreur de bière ; le jeune vigneron, après avoir sollicité un emploi de la Direction, qui lui fut refusé, entra dans un centre de formation accélérée de la métallurgie.

TRAVAIL LIBRE ET TRAVAIL A LA CHAÎNE

Des ouvriers préfèrent travailler à la chaîne qu'aux pièces. Là encore, l'âge ou les années de présence ne jouent pas.

Voici les raisons d'un ouvrier âgé de 48 ans et ayant 18 ans de présence à l'usine : « J'ai eu du mal à m'adapter à la chaîne, mais je préfère cela à l'établi, je ne suis pas ennuyé, car je n'aime pas le changement ».

Un jeune, âgé de 25 ans, n'ayant que 11 mois de présence, a fait l'expérience du travail libre et du travail à la chaîne pour des travaux à peu près similaires : « J'ai fait le même travail aux pièces et à la chaîne : eh bien ! ma foi, je préfère le faire à la chaîne. Aux pièces, il faut faire pas mal de séries pour s'adapter aux temps qui sont donnés ».

Après avoir été apprenti boulanger, puis manoeuvre dans une fonderie, ouvrier spécialisé dans une imprimerie et avoir travaillé quelque temps aux pièces, ce jeune de 19 ans qui n'est à la chaîne que depuis deux mois, n'y trouve pas le travail trop dur.

Cet ouvrier orfèvre, âgé de 38 ans, que la crise de chômage de 1933 obligea à venir travailler comme ouvrier spécialisé sur la chaîne, n'est pas de l'avis des premiers : « Pas de discussion pour choisir entre la chaîne et les travaux aux pièces : le salaire est supérieur aux pièces, et davantage de liberté. Le travail à la chaîne n'est pas assez payé, pour accepter un poste de moniteur ».

Pour ce camionneur venu à la chaîne, après avoir travaillé à l'établi, c'est un soulagement de la quitter. « La chaîne c'est dure ; à ma première journée, le soir, j'étais réellement fatigué ; d'ailleurs j'ai laissé passer des appareils dans la soirée, fatigué et aussi mauvais éclairage sur mon établi. C'est un drôle de travail, il faut lutter contre la chaîne pour ne pas être débordé par les appareils qui arrivent, les uns derrière les autres ; je retourne à l'établi avec soulagement ».

Les deux ouvriers qui suivent, âgés l'un de 38 ans, l'autre de 36 ans et 17 années de présence dans l'atelier, ont la même opinion. A l'établi, beaucoup plus de liberté et puis le matin, on produit un gros effort qui se ralentit vers la fin de la journée.

TRAVAIL A LA CHAÎNE ET TRAVAIL SUR MACHINES

Les ouvriers ayant travaillé sur une machine, désirent y retourner. Pour eux le travail y est plus attrayant et ils s'y intéressent davantage.

Avec la promesse d'avoir dans l'usine une place sur une machine, ce jeune homme âgé de 23 ans, en attendant, a travaillé sur la chaîne pendant quatre mois. « J'ai travaillé avant de venir sur la chaîne sur des machines, je préfère travailler sur une machine qu'à la chaîne. D'ailleurs, je vais la quitter pour aller me perfectionner dans un Centre de formation accélérée ».

Un autre, même âge que le précédent, même temps de présence, n'a qu'une idée, quitter la chaîne : « J'ai travaillé sur des tours et des fraiseuses chez Renault, je préfère les machines à la chaîne, j'ai demandé mon changement ».

NOTION DE LIBERTÉ DANS LE TRAVAIL

Déjà des ouvriers dans leurs déclarations ont indiqué la notion de liberté dans le travail, liberté d'organiser son travail comme chacun le conçoit, liberté d'organiser sa tâche, ce qui entraîne une

plus grande liberté de mouvements, une notion de responsabilité et d'initiative.

Les ouvriers qui défendent cette notion de liberté dans le travail, s'intéressent davantage à la fabrication. Ils participent à une œuvre collective, ils ont leur personnalité dont ils sont fiers. Cette pensée d'avoir participé à une œuvre commune on ne la trouve pas parmi les ouvriers participant au travail à la chaîne ; ils ne vivent pas leur travail, ils sont complètement indifférents à la besogne exécutée à côté d'eux. Pendant qu'ils travaillent, leur pensée s'évade de l'usine.

Un ouvrier de 40 ans résume peut-être toutes les aspirations de ses camarades partisans du travail à la chaîne. Il en est partisan, car il considère le travail à la chaîne comme un progrès, mais on devrait avoir du repos et des loisirs.

Voici les réflexions d'un ancien prisonnier : « J'ai été prisonnier, je n'ai jamais fait ce travail de bagnard, pas de possibilité de se déplacer, on est trop tenu par la cadence. »

Ce jeune homme, âgé de 24 ans, dont la guerre a arrêté les études et envoyé avec le S.T.O. à Berlin, possédant brevet élémentaire, a fui la chaîne et est entré à la Sécurité sociale. « Le travail à la chaîne, un métier de fou, aucune liberté. Si on est fatigué, celui qui est derrière est toujours à hurler qu'on le met en retard, qu'il ne peut pas faire d'avance. Pas de possibilité de se déplacer, de s'arrêter quand bon vous semble. »

Cet ouvrier est passé du travail libre au travail à la chaîne puis, suivant les circonstances, alla de l'un à l'autre. « Retourner à la chaîne, merci, quand j'y ai travaillé, c'est que j'y étais obligé en raison du chômage. On n'est pas son maître ; il faut demander l'autorisation d'aller faire pipi. »

Celui-ci a recherché la tranquillité et donne son avis sur le travail du moniteur.

« Entre travailler à la chaîne et travailler à l'établi, je préfère l'établi, on est bien plus tranquille, et à la chaîne, je préfère rester à un poste fixe que courir autour de la chaîne comme moniteur. »

Cette dernière réponse est courte et claire : « Le travail à la chaîne, un travail de fou. »

C'est la cadence imposée par les bureaux des études qui est le plus souvent critiquée, cadence qui, bien souvent, ne repose sur aucune base scientifique, cadence établie avec un crayon et une feuille de papier. Le problème est simple, au début d'une fabrication, il faut sortir par jour x appareils. Il faut donc que la vitesse de la chaîne soit de tant, et la division du travail commence. Comme il y a une limite au fractionnement, la durée du travail ne sera pas égale à tous les postes de travail. La cadence sera établie sur les postes où le temps de travail sera le moins long. Tant pis pour les ouvriers qui tomberont sur des postes inférieurs de deux minutes, au début de la fabrication, on prendra les ouvriers les plus rapides et pour compenser une augmentation de fatigue, on allouera à ces ouvriers un salaire supérieur de quelques sous de l'heure par rapport aux salaires de leurs camarades de travail.

H. Dubreuil, l'auteur de « Standards », fit lui aussi cette constatation au cours de son enquête aux Etats-Unis ; il travailla sur une chaîne de montage de l'usine de Ford à River Rouge ; des ouvriers tranquillement exécutaient leur travail, alors que d'autres, au contraire, n'avaient pas le temps de lever la tête.

Existe-t-il une cadence optimum ?

D'après une étude faite par E. Sachsenberg en 1933, l'allure optimum du déroulement de la chaîne serait de six à sept centimètres-seconde et une vitesse de trois centimètres-seconde diminuerait le rendement.

ALLURES DE CHAINES

	Temps pour l'exécution du travail	Distance entre deux opérations	Avancement de la chaîne en une minute
Chaîne A ..	2'	0 m. 64	0 m. 32
Chaîne B ..	2'30	0 m. 76	0 m. 39
Chaîne C ..	6'	1 m. 10	0 m. 18
Chaîne D ..	8'	1 m. 80	0 m. 22
Chaîne Ford	1'	1 m. 00	1 m. 00
Chaîne E ..	4'	1 m. 28	0 m. 32

Quelles sont les appréciations des ouvriers travaillant sur ces chaînes ?

Sur la chaîne A, même situation que sur celle de Ford, trop de travail sur certains postes par rapport à d'autres et la qualité du travail dans son ensemble se trouve diminuée.

Chaîne B, bonne cadence

Chaîne C, trop rapide

Chaîne D, bonne cadence

Chaîne E qui est la cadence A doublée, mêmes réflexions.

Il est arrivé que des ouvriers de la chaîne A se rendant sur la chaîne D pour y travailler, s'adaptent plus rapidement que des ouvriers de la chaîne B allant travailler sur la chaîne A. De l'avis de tous, la cadence de la chaîne D, huit minutes pour un espacement de 1 m. 80, était la meilleure.

Est-ce la cadence idéale ? Non, car si l'unanimité des ouvriers était faite pour toutes les cadences, il n'en était pas de même pour les différentes postes de cette chaîne D ; des ouvriers se plaignaient que des postes étaient trop chargés de travail par rapport à d'autres.

Que pensent les ouvriers de la cadence ou de la rapidité du travail ?

Il est utile de connaître l'avis de partisans du travail à la chaîne.

Avec la guerre et l'occupation, un jeune fit de nombreux métiers, les plus divers, le dernier comme manœuvre dans une entreprise d'appareils de levage.

« Je suis dur, mais vraiment les débuts ont été difficiles ; je voulais abandonner la chaîne ; aujourd'hui, je demande à y rester ; j'ai un salaire supérieur à ce que j'espérais ; il a fallu un bon mois pour m'y faire. »

Engagé à dix-huit ans, blessé de guerre, sous-officier de carrière, cet autre est venu à l'usine par les annonces publiées dans les quotidiens.

« Maintenant, le boulot ça va, mais le premier mois, je voulais quitter la chaîne, j'étais énormément fatigué, surtout que matin et soir j'ai une heure quarante-cinq de voyage ; le matin, je démarre de chez moi à cinq heures. Au début, j'étais complètement perdu avec les calibres de montage, les pièces détachées et je me mélangeais les mains. »

Celui-ci compare deux chaînes :

« J'ai travaillé chez Citroën, je trouve que le travail d'ici est moins dur. »

CHANGEMENT DE POSTE DE TRAVAIL ET MONITEURS

Déjà au cours de leur exposé des ouvriers ont donné leurs opinions sur le travail de moniteur, en voici encore trois.

Un ancien, 45 ans d'âge, 18 années de présence :

« La chaîne ce n'est pas le rêve, rien ne vaut

l'établi. Je préfère travailler sur plusieurs postes, quoique, au début, il faut drôlement se dépêcher et l'adaptation est dure, avec une fatigue supplémentaire. »

Et un moniteur donne son avis :

« Le travail à la chaîne est abrutissant, aucune liberté, je laisserais bien ma place de moniteur pour une place stable ; ce n'est pas drôle de tourner en rond. »

On a préconisé pour que les ouvriers échappent à la monotonie de leur travail, d'établir un roulement sur les postes, ce n'est guère facile pour de multiples raisons. Même avec un ralentissement de la cadence de la chaîne l'ouvrier est dans l'obligation de refaire un nouvel apprentissage.

A titre d'indication, voici ce que donne la connaissance des postes :

31 ouvriers connaissent 1 seul poste sur 42

21 ouvriers connaissent 2 postes sur 42

8 » » 3 »

6 » » 4 »

1 » » 5 »

0 » » 6 »

3 » » 7 »

2 » » 8 »

1 » » 9 »

4 ouvriers moniteurs seulement connaissent les 42 postes.

19 ouvrières connaissent 1 poste sur 42

4 » » 2 postes sur 42

4 » » 3 » »

1 » » 4 » »

OUVRIERES SPECIALISEES

Sur 23 ouvrières employées sur la chaîne, 8 sont pour le roulement sur les différents postes, 12 sont contre et 3 indifférentes.

La majorité de ces ouvrières sont venues à travailler sur la chaîne par hasard : les services de l'atelier demandant au bureau d'embauche de la main-d'œuvre féminine, elles ont été dirigées sur la chaîne.

La main-d'œuvre féminine est beaucoup plus instable que la masculine. 7 sur 23 ont au moins 16 ans de présence, alors que pour les 16 autres la présence va de 2 mois à 2 ans.

La grande majorité de ces ouvrières habitent à 20 minutes de l'usine. Comme pour les hommes, les réponses concernant le travail à la chaîne varient suivant le comportement de chacune, malgré tout les anciennes qui ont fait l'expérience du travail libre et du travail à la chaîne, préfèrent le premier. Si certaines désirent aller à la chaîne au lieu de rester à l'établi pour travailler aux pièces, c'est essentiellement qu'elles ont du mal à assurer leur production et toutes se plaignent de la mauvaise organisation du travail. Par exemple, attente de pièces, calibres défectueux, pièces sales et mauvaises, commandements trop autoritaires et maladroits de certains chefs d'équipe.

Un autre facteur que les ouvrières ont oublié dans leurs déclarations, c'est l'isolement, l'éloignement les unes des autres ne permettant pas de bavarder, alors que sur la chaîne, les établis plus proches, permettent la conversation.

Ce besoin est plus fort chez la femme que chez l'homme.

TRAVAUX AUX PIECES ET A LA CHAINE

Les sept ouvrières anciennes connaissent de nombreux travaux et s'adaptent très vite à de nouveaux. Voici ce qu'elles pensent des travaux aux pièces et du travail à la chaîne.

La première est catégorique :

« Je préfère la chaîne et je ne désire pas retourner travailler aux pièces. »

La deuxième, elle aussi, est pour le travail à la chaîne et donne les raisons :

« Les temps aux pièces sont devenus trop durs et nous avons du mal à livrer notre travail pour recevoir un salaire normal ; à la chaîne, on est sûr de toucher un salaire fixe et de bénéficier des pauses. »

Une ouvrière était indécise, tantôt elle regrettait le travail à l'établi, les bons moments d'autrefois où alors elle tempêtait contre la chaîne, principalement contre la monotonie et la longueur de la journée. A d'autres moments, la chaîne paraissait meilleure, plus de tranquillité, **travail simple. Ses contradictions** sont provoquées par l'entourage de la chaîne. Elle a fait plusieurs postes, les uns faciles, lui permettant d'avoir un peu d'avance, d'autres plus difficiles, ne lui permettant pas d'avance.

Il est incontestable que l'entourage sur une chaîne joue sur la personnalité et, par répercussion, sur le travail.

La conversation étant un dérivatif à la monotonie, un minimum de sympathie entre les personnes travaillant les unes à côtés des autres est nécessaire pour que l'esprit échappe au travail trop monotone de la chaîne.

Voici les avis des ouvrières favorables au travail libre.

Après une vingtaine d'années dans la profession, cette ouvrière reste attachée au travail libre :

« Ma préférence va à l'établi ; à la chaîne, on est trop tenu. »

Cette ouvrière de 32 ans est seule avec trois petits enfants :

« Quand on vint me chercher pour aller à la chaîne, ce fut pour moi une vraie douleur. Je préfère travailler à l'établi, aux pièces, et ne dépendre de personne. A la chaîne, si on vient à s'abstenir, le chef crie ; à l'établi, il ne dit trop rien ; à la chaîne, c'est monotone, la journée est trop longue. »

Pour cette ouvrière, âgée de 45 ans (16 années de présence) :

« Rien ne vaut le travail à l'établi, quoique j'aie une bonne petite place à la chaîne. Autrefois j'ai fait la monitrice, le travail est trop dur. »

Et pour terminer les réflexions des anciennes ouvrières de l'atelier, voici ce que pense la doyenne 48 ans et 20 ans de présence :

« Le travail à la chaîne n'est pas humain, on n'a pas le temps de souffler, on est attelé au travail comme des bestiaux. Ce n'est pas rigolo de faire la monitrice, de tourner en rond toute une journée et d'entendre les réflexions des uns et des autres, on aurait mieux fait de pendre celui qui a inventé ce système de travail. Je préfère travailler à un poste fixe que de faire la monitrice. »

Pour terminer cette enquête sur le travail à la chaîne, voici les réflexions d'un ouvrier manoeuvre, au cours d'une conversation :

— Alors, Charles, ça va ce matin ?

— Très bien, le temps est beau, c'est aujourd'hui vendredi et la paye, la sainte paye, la seule journée intéressante de la quinzaine.

— Dis donc, Charles, pourquoi ne demandes-tu pas une place sur la chaîne, ton gain serait supérieur, tu n'es pas vieux à 42 ans, tu peux avoir un emploi autre que celui de manoeuvre.

— La chaîne, la chaîne, ah ! non, merci ; je ne suis pas sur la terre pour courir, pour être crevé le soir. Tous ceux qui sont sur la chaîne se plaignent de la cadence, alors pourquoi irais-je grossir la chorale des râleurs.

— Pardon, mon vieux, certains se trouvent heureux avec cette méthode de travail, ils font leur boulot et personne ne les ennuie.

— Chacun cherche le bonheur parfait ; pour moi, je préfère être indépendant, être libre dans l'atelier. On nous parle toujours d'organisation du travail, de rendement, mais une vraie organisation

du travail pour moi, c'est une organisation pour augmenter notre pouvoir d'achat et nous procurer des loisirs.

« Les hommes sont des fous et des ambitieux, ils se crevent la santé pour gagner un peu plus ; l'un veut une bicoque avec un bout de terrain qu'il paie à tempérament en se privant du nécessaire ; l'autre, un logement avec une belle salle à manger, un beau buffet, une vaisselle de 72 pièces en faux « Limoges », un service à verres, un parquet bien ciré et sur lequel on marche avec des patins. On mange dans la cuisine, sur un bout de table avec des couverts en ferraille et on boit dans des verres à moutarde. L'ouvrier français, vois-tu, est imprégné de traditions artistiques, chacun a son propre musée chez lui.

— Vois-tu, Charles, la chaîne est le résultat de l'évolution de la technique, du machinisme ; peut-être que demain, une machine sera inventée qui imitera les gestes de la main de l'ouvrier. A ce moment-là, l'ouvrier sera libéré de la chaîne. As-tu vu, dans l'atelier du découpage, la nouvelle bécane américaine, elle fait six passes d'un seul coup, elle supprime six anciennes machines.

— Tu me fais rire ; si tu continuais, tu ferais de la poésie mécanicienne, la machine par ci, l'homme par là ; tu vois, je me représente pour l'avenir les ouvriers avec des petites têtes, puisqu'on ne leur demande pas de réfléchir à ce qu'ils font, mais avec des paluches énormes en forme de pinces à homard.

— Des paluches ?

— Des mains, si tu aimes mieux, et les techniciens avec des têtes énormes, des corps grêles et des mains efféminées. Tu es imprégné d'idéalisme, mon pauvre vieux, tu crois encore au Père Noël ; la société est pourrie, tu espères voir une société nouvelle où tous les hommes seront des frères. Foutaise ! J'en doute, les hommes sont trop bêtes ; en attendant leur libération par la machine, les copains sur la chaîne triment dur pour gagner leur pitance quotidienne.

« La machine devrait libérer l'ouvrier de la contrainte du travail de l'usine, lui procurer des loisirs pour acquérir une culture, une vraie culture, là-dessus nous sommes d'accord, mais le progrès de la technique qui devrait diminuer les heures de travail ne diminue rien, pour la simple raison que le nombre de parasites de la société va en augmentant : intermédiaires, commerçants, police, armée, hommes noirs en bavettes.

— Hommes noirs en bavettes ?

— Les avocats et les curés qui, du haut de leurs chaires prêchent : tu gagneras — mon pain — à la sueur de ton front.

— Dis, Charles, tu es drôlement remonté, ce matin ; il y a quelques chose qui ne va pas ?

— Je pense bien, je ne me pressais pas dans la rue, des gens couraient pour arriver avant la fermeture des portes ; j'allonge le pas, hop, je passe au poil. Je me dirige vers la pendule de pointage, la sirène sonne, je pointe ; catastrophe ! mon carton est marqué 7 heures 01. Pour une minute, je perds une demi-heure ; je gueule contre le comptable : « Elle avance votre pendule ». Cet escogriffe me répond : « La pendule est à l'heure, c'est vous qui n'êtes pas à l'heure et le règlement est le règlement » ; la discussion s'élève, il élève le ton et moi aussi, l'ingénieur vient à passer, il demande ce qu'il y a, je lui explique l'histoire. Et voici sa conclusion : « Si vous n'arrivez pas à l'heure, comme punition on vous mettra à la chaîne ». Alors pour moi, la chaîne, c'est une punition, c'est le purgatoire. Tu me dis, à la chaîne, tu gagnerais davantage. Tu parles ! Comme si la liberté avait un prix ! »

René LE BRAS.

CERCLE ZIMMERWALD

Séance du dimanche 25 novembre 1956

Après un bref coup d'œil sur l'activité du mois et un hommage présenté par notre ami Maitron à la dépouille d'André Marty, dont les fautes ne nous font oublier ni le passé de Marin de la mer Noire, ni les derniers jours de solitude et d'amères pensées rétrospectives, nous avons eu le plaisir d'entendre deux conférenciers-voyageurs.

Notes sur un voyage en Hongrie

(début novembre 1956)

Un ami américain a pu assister en Hongrie occidentale aux derniers jours de la Révolution hongroise, avant le retour sanglant des tanks russes.

Pour ce journaliste américain, qui n'avait jamais pénétré derrière le rideau de fer, la chose la plus frappante a certainement été l'attitude de la jeunesse hongroise : son courage, son haut degré de maturité politique, basé sur une connaissance tout à fait inattendue de la situation mondiale. De plus, un idéalisme presque romantique l'anime.

Si à cela on ajoute ce qui est connu de la jeunesse polonaise, et ce qui a été rapporté dans le même sens sur la jeunesse de l'Allemagne orientale lors du Festival mondial de la J.C. à Berlin en 1951, on obtient un tableau impressionnant de la génération qui grandit derrière le rideau de fer. Non seulement ces jeunes sont restés imperméables à la stalinisation, mais encore ils ont conservé une solide foi démocratique qui permet tous les espoirs pour demain.

Une autre constatation qui touche de près un observateur américain est l'extrême prudence de la politique des Etats-Unis envers la Révolution hongroise, prudence qui contraste étrangement avec les discours d'il y a quelques années où il était question de la libération des peuples satellites, et avec la violence verbale de certaines émissions à la radio. C'est ainsi que la légation des U.S.A. à Budapest prodigua à Imre Nagy des avertissements sur les dangers qu'il courait à pousser trop loin et trop vite la « décommunisation » et la « désatellisation », tant que les Russes seraient dans le pays. En même temps le State Department s'efforçait par divers moyens de convaincre Moscou que les Etats-Unis n'avaient aucunement l'intention d'exploiter la situation en Hongrie au détriment de l'U.R.S.S. La décision américaine d'éviter à tout prix une provocation qui pouvait amener le danger d'une guerre atomique semble sage en soi, mais elle semble par trop timorée dans son application pratique. En particulier les U.S.A. n'ont pas défendu la cause hongroise avec assez d'énergie devant l'O.N.U., surtout si l'on tient compte de leur attitude rigoureuse dans l'affaire de Suez. Il est indispensable d'exercer maintenant sur les Russes une pression sérieuse et sans relâche, devant l'O.N.U. et ailleurs, pour les forcer à évacuer la Hongrie.

Le problème de l'unité socialiste en Italie

A. ROSSI, qui revient d'Italie, fut amené lui aussi à nous parler du retentissement des événements de Hongrie sur l'évolution du problème de l'unité socialiste au cours de l'année 1956.

Bien avant, le secrétaire général du « parti socialiste italien », Pietro Nenni, avait cherché comment « débloquer » la situation du mouvement ouvrier et socialiste, que la politique du P.C.I. et sa soumission servile aux intérêts de la politique étrangère soviétique avaient amené dans une impasse.

Les communistes ont pratiquement détruit plus qu'à moitié le mouvement syndical et, en fait, livré les travailleurs à l'arbitraire patronal.

P. Nenni insista sur la nécessité d'engager le « dialogue » avec les catholiques, afin d'établir avec eux, et surtout avec leur courant de gauche, une collaboration indispensable sur le terrain économique et social. Il pensait arriver à ce résultat directement, sans établir une liaison avec le parti social-démocrate (P.S.D.I.), croyant au déclin de celui-ci et à sa proche disparition. Les élections administratives de mai 1956 montrèrent tout le contraire : le P.S.D.I. en sortit renforcé, surtout grâce à la révolte de quelques centaines de milliers d'électeurs socialistes qui voulaient protester contre les liens trop étroits établis entre le P.S.I. et les communistes.

Entre temps parvenaient en Occident les révélations

de Krouchtchev, dans son rapport « secret » au XX^e congrès du P.C.U.S. A cet égard le P.S.I. (Nenni surtout) souligna beaucoup plus nettement que Togliatti le vrai sens de ces révélations qui allaient bien plus loin que la personne de Staline et impliquaient la condamnation du régime soviétique lui-même.

Les élections de mai et la « bombe » de Krouchtchev mirent à l'ordre du jour le problème de l'unification des deux partis socialistes que la scission de 1948 avait séparés et opposés. Les Journées de Poznan, la crise polonaise, et surtout l'insurrection populaire en Hongrie suivie par l'intervention brutale des tanks soviétiques : tous ces événements gigantesques, aux conséquences encore imprévisibles, ont creusé un abîme entre les partis socialistes et les communistes. Ce dernier parti se trouve entièrement isolé et commence à se désagréger. Si l'entreprise anglo-française d'Egypte n'était pas arrivée à brouiller les cartes en offrant aux gens du P.C. un faux alibi, sur lequel ils se sont précipités aussitôt, l'insurrection hongroise aurait sonné le glas du stalinisme italien. Il apparut clairement que, de même qu'en 1848-1849 Marx avait dénoncé le rôle réactionnaire de l'armée tsariste qui avait sauvé les Habsbourg et détruit l'indépendance hongroise, de même l'armée soviétique de 1956 a reçu en héritage ce rôle historique réactionnaire.

Après ces deux exposés, la discussion porta surtout sur les conséquences des événements de Hongrie.

**

L'assemblée générale annuelle du Cercle Zimmerwald se tiendra le **JEUDI 17 JANVIER à 17 heures**, salle des Nymphes, 78, rue de l'Université, Paris-7^e.

*

LES SOUVENIRS D'ALBERT VASSART

D'autre part, nous convions les membres du Cercle et leurs amis, le **DIMANCHE 27 JANVIER, à 15 heures précises**, salle des Nymphes, 78, rue de l'Université, Paris-7^e (métro Solférino), pour entendre **Albert Vassart** nous parler de son expérience du P.C. et de la III^e Internationale. Causerie libre, suivie de débat, également en pleine liberté, comme d'habitude.

UNION DES SYNDICALISTES

ASSEMBLEE GENERALE

le **SAMEDI 26 JANVIER à 15 heures**

78, rue de l'Université, Paris VII (Métro Solférino)
Salle des Commissions

ORDRE DU JOUR :

1. Activité de l'Union : cercles et brochures ; diffusion de la deuxième brochure : « Pourquoi et comment se bat la Hongrie ouvrière ».
2. Questions d'organisation : cartes, cotisations.
3. Objectifs de l'Union : organisation de la solidarité.
4. Questions diverses (à la disposition des assistants).

Nous avons choisi un samedi après-midi pour disposer d'un temps plus long et essayer d'épuiser notre ordre du jour.

Nous espérons que l'essai que nous faisons sera concluant et que notre assemblée générale sera nombreuse et active.

Ce n'est pas le travail qui manque !

Pour le Comité : **R. GUILLORE.**

GRUPE DU SOCIALISME LIBERTAIRE

CAUSERIE

suivie de débat, sur :

1914-1956 : Dix ans de guerres et trente-trois ans de paix belliqueuse

par **Roger HAGNAUER**

le **samedi 26 janvier 1957 à 18 heures**,
petite salle des SOCIETES SAVANTES (rue Danton).

ENTRE NOUS

— La « R.P. » est-elle ce qu'elle devrait être ?
 — Cela dépend de ce que demandent vos lecteurs. Pour la plupart, ils veulent être renseignés sur l'actualité syndicale et bénéficier d'une documentation utilisable dans la vie de militant.

— C'est possible, mais cela ne suffit pas. Ces militants veulent aussi se baigner dans la « R.P. » comme dans un bain revigorant, afin de se maintenir en « bonne forme »... morale. Plus le ton de la « R.P. » est combatif, plus ils se trouvent à la fois stimulés et affermis.

— Ne faut-il pas ajouter que plus que le ton des articles, ce qui les attache à la « R.P. », c'est le sentiment de confiance qu'ils éprouvent. La maison possède de larges baies, sans verre dépoli, ou rideaux luxueux ou crasseux. Un militant doit subir pas mal de promiscuités désagréables. Il n'y a plus beaucoup de lieux où l'on puisse, comme chez nous, enlever ses gants et son imperméable.

— ...Mais est-il vrai que la « R.P. » soit chargée de documentation exclusivement syndicale ? C'était peut-être vrai avant la guerre, lorsque l'on consacrait obligatoirement de nombreuses colonnes aux luttes de tendances. Peut-être, en effet, fallait-il être initié pour tout comprendre ?

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. On se plaindrait plutôt de la légèreté de nos chroniques syndicales. Ceux qui ont des postes responsables dans les syndicats n'ont pas le temps, ou pas le goût, d'écrire sur ce qu'ils font. Les autres... ne veulent pas avoir l'air d'influencer les responsables.

Les articles consacrés à l'actualité syndicale que nous publions ne sont nullement imperméables aux syndiqués... et aux syndiquables. Des monographies comme celles sur le Livre, le Bâtiment, les Métaux sont à la portée de tous... si tous veulent considérer les affaires syndicales comme leur « chose ».

— Tous les travailleurs ne connaissent pas les questions syndicales et n'ont aucun goût pour de tels sujets.

— Evidemment, parce qu'ils se fient... « aux compétences ». La cuisine syndicale ou leur répugne... parce qu'elle sent le graillon... ou leur semble au-dessus d'eux. Il leur suffit sans doute de se mettre les pieds sous la table et d'attendre qu'on les serve.

Le travailleur qui ne veut pas lire la « R.P. », parce qu'elle est trop « syndicale » ne voudra pas non plus connaître la « technique » de son industrie.

La chaîne et l'urne électorale... voilà qui suffit à sa dignité. Nous sommes plus exigeants pour lui-même.

— Et l'intellectuel ? Celui qui doit d'abord attirer votre attention, c'est l'instituteur. Une certaine outrance de ton, des certitudes trop tranchées, tout cela n'éloigne-t-il pas cet homme sérieux et prudent ?

— Il est pas mal de ces hommes sérieux — sinon prudents ! — parmi nos abonnés. Mais il est vrai que nous recrutons moins facilement de ce côté qu'avant guerre. A cause de nos certitudes tranchées ? Au contraire, parce que nous bousculons trop de certitudes. Encaisser tout ce que nous avançons sur le totalitarisme rouge ou le colonialisme... cela demande peut-être quelque estomac. C'est dur d'obliger les gens non à penser comme nous, mais à repenser tout ce qu'ils croyaient acquis définitivement.

— Ne prends pas mes observations pour des critiques. Le mieux pour vous, c'est de rester ce que vous êtes.

— Mais justement nous appelons les critiques. Nous ne sommes pas contents de nous. Ce que nous voulons affirmer simplement c'est que si la « R.P. » est évidemment faite pour des militants syndicalistes... cela ne signifie pas qu'elle est réservée exclusivement aux militants actuels. Elle ne sera telle que nous la voulons que lorsqu'elle

renforcera le militantisme des uns et éveillera chez les autres la volonté de militer.

— Un bon critère : c'est la diffusion des brochures de l'Union des syndicalistes. Car nous en sommes à la seconde.

La première, sur l'Actualité de la Charte d'Amiens. Il ne faut pas se plaindre, 3.400 sur 4.000 sont parties, ce qui ne veut pas dire qu'elles sont toutes vendues.

— Et il en est un grand nombre qui n'ont pas encore été payées. Nous insistons à nouveau pour que l'on active les règlements. Et que l'on nous en commande d'autres.

La deuxième sortira dans quelques jours. Elle sera consacrée à l'aspect ouvrier de l'insurrection hongroise. Il faut qu'elle soit encore plus largement diffusée. C'est plus qu'un devoir élémentaire de solidarité. C'est une façon de libérer la classe ouvrière qui n'a pas osé encore se tirer des pattes des petits agents post-staliniens. *Que nos camarades n'attendent pas pour adresser leurs commandes. La brochure sera vendue aux mêmes conditions que la première : soit 50 fr. l'exemplaire, 500 fr. le colis de 20.*

D'où vient l'argent ?

MOIS DE DECEMBRE 1956

RECETTES

Abonnements ordinaires	33.530	
Abonnements de soutien	3.200	
		36.730
Souscription	2.150	
Vente « R. P. »	600	
Vente « Chine »	1.830	
Vente « Charte d'Amiens »	16.030	
Divers	1.830	
		59.170
En caisse à fin novembre	154.000	
		<u>213.170</u>

DEPENSES

Frais d'expédition	1.450	
Téléphone	6.070	
Frais généraux	1.000	
Divers	1.456	
		9.976
En caisse à fin décembre :		
Espèces	68.884	
Chèques postaux	134.310	
		203.194
		<u>213.170</u>

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

L. Bonnier (Yonne) 1.500 ; Croze (Paris) 1.700. — Total : 3.200 francs.

LA SOUSCRIPTION

J. Duperray (Loire) 200 ; A. Ferdoussi (Gironde) 150 ; Garestier (Paris) 300 ; R. Grimm (Moselle) 200 ; J. Laplaud (Charente-Maritime) 300 ; Véga (Haute-Marne) 500 ; M. Waret (Paris) 500. — Total : 2.150 francs.



DEUX BROCHURES
DE L'UNION DES SYNDICALISTES

L'ACTUALITE DE LA CHARTE D'AMIENS

par Roger HAGNAUER
avec une préface de Pierre MONATTE : 1906-1956

Le texte de la Charte — La Déclaration de l'Union
LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE S'EXPLIQUE PAR LA SITUATION DE 1906
MAIS EN 1956... EST-IL DEPASSE... DOIT-IL ETRE REPENSE ?
AU CONTRAIRE LES EXPERIENCES SUBIES DEPUIS 50 ANS
APPELLENT-ELLES UN RETOUR AU
SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

**Pourquoi et comment se bat
la Hongrie ouvrière**

Un avant-propos de Louis MERCIER

Les causes de l'insurrection - Ses caractères

DOCUMENTS : Les appels du Conseil des ouvriers ;
 du Comité d'organisation des Syndicats libres ;
 des Etudiants révolutionnaires ;
Un décret sur les Conseils ouvriers ;
Un article sur le Droit de grève ;
Tableau des prix de 1949 à 1954.

**AUCUN MILITANT OUVRIER ET REVOLUTIONNAIRE,
AUCUN HOMME LIBRE NE DOIT IGNORER LA PORTÉE
DE LA RÉVOLUTION HONGROISE**

Pour les deux brochures : l'exemplaire : 50 fr. — Le colis de 20 : 500 fr.
Adresser commandes et mandats à :
l'Union des Syndicalistes, 14, rue de Tracy, Paris-2^e.